

REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 04 - Juin 2021

REL@COM

LANGAGE ET COMMUNICATION



revue électronique

Département des Sciences
du Langage et de la Communication

Université Alassane Ouattara
(Bouaké - Côte d'Ivoire)

ISSN: 2617-7560

Numéro 04 - Juin 2021

REVUE ELECTRONIQUE LANGAGE & COMMUNICATION

ISSN : 2617-7560

DIRECTEUR DE PUBLICATION : PROFESSEUR N'GORAN-POAMÉ LÉA M. L.

DIRECTEUR DE RÉDACTION : DR JEAN-CLAUDE OULAI, MCU

COMITÉ SCIENTIFIQUE

PROF. ABOLOU CAMILLE ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. ALAIN KIYINDOU, UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE

PROF. AZOUMANA OUATTARA, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. BAH HENRI, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. BLÉ RAOUL GERMAIN, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

PROF. CLAUDE LISHOU, UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP

PROF. EDOUARD NGAMOUNTSIKA, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

DR FRANCIS BARBEY, MCU, UNIVERSITÉ CATHOLIQUE LOMÉ

PROF. GORAN KOFFI MODESTE ARMAND, UNIVERSITÉ F. HOUPHOUËT-BOIGNY

DR JÉRÔME VALLUY, MCU, HDR, UNIVERSITÉ PANTHÉON-SORBONNE

PROF. JOSEPH P. ASSI-KAUDJHIS, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

DR KOUAMÉ KOUAKOU, MCU, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

DR MAKOSSO JEAN-FÉLIX, MCU, UNIVERSITÉ MARIEN NGOUABI

PROF. NANGA A. ANGÉLINE, UNIVERSITÉ FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY

PROF. POAMÉ LAZARE MARCELIN, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

PROF. TCHITCHI TOUSSAINT YAOVI, UNIVERSITÉ D'ABOMEY-CALAVI

PROF. TRO DÉHO ROGER, UNIVERSITÉ ALASSANE OUATTARA

COMITÉ DE RÉDACTION

PROF. ABOLOU CAMILLE ROGER

DR GOKRA DJA ANDRÉ OURÉGA JUNIOR, MCU

DR JEAN-CLAUDE OULAI, MCU

DR KOUAMÉ KOUAKOU, MCU

DR NIAMKEY AKA, MCU

DR OUMAROU BOUKARI, MCU

COMITÉ DE LECTURE

PROF. IBO LYDIE

DR ADJUÉ ANONKPO JULIEN

DR COULIBALY DAOUA

DR KOFFI EHOUMAN RENÉ, MCU

DR KOUADIO GERVAIS-XAVIER

DR KOUAMÉ KHAN

DR N'GATTA KOUKOUA ÉTIENNE

DR OULAI CORINNE YÉLAKAN

MARKETING & PUBLICITÉ : DR KOUAMÉ KHAN

INFOGRAPHIE / WEB MASTER : SANGUEN KOUAKOU

ÉDITEUR : DSLC

TÉLÉPHONE : (+225 01 40 29 15 19 / 07 48 14 02 02)

COURRIEL : khankouame@gmail.com / jeanclaudeoulai@uao.edu.ci

SITE INTERNET : <http://relacom-slc.org>

LIGNE EDITORIALE

Au creuset des Sciences du Langage, de l'Information et de la Communication, la Revue Electronique du Département des Sciences du Langage et de la Communication **REL@COM** s'inscrit dans la compréhension des champs du possible et de l'impossible dans les recherches en SIC. Elle s'ouvre à une interdisciplinarité factuelle et actuelle, en engageant des recherches pour comprendre et cerner les dynamiques évolutives des Sciences du Langage et de la Communication ainsi que des Sciences Humaines et Sociales en Côte d'Ivoire, en Afrique, et dans le monde.

Elle entend ainsi, au-delà des barrières physiques, des frontières instrumentales, hâtivement et activement contribuer à la fertilité scientifique observée dans les recherches au sein de l'Université Alassane Ouattara.

La qualité et le large panel des intervenants du Comité Scientifique (Professeurs internationaux et nationaux) démontrent le positionnement hors champ de la **REL@COM**.

Comme le suggère son logo, la **REL@COM** met en relief le géant baobab des savanes d'Afrique, situation géographique de son université d'attache, comme pour symboliser l'arbre à palabre avec ses branches représentant les divers domaines dans leurs pluralités et ses racines puisant la serve nourricière dans le livre ouvert, symbole du savoir. En prime, nous avons le soleil levant pour traduire l'espoir et l'illumination que les sciences peuvent apporter à l'univers de la cité représenté par le cercle.

La Revue Electronique du DSLC vise plusieurs objectifs :

- Offrir une nouvelle plateforme d'exposition des recherches théoriques, épistémologiques et/ou empiriques, en sciences du langage et de la communication,
- Promouvoir les résultats des recherches dans son champ d'activité,
- Encourager la posture interdisciplinaire dans les recherches en Sciences du Langage et de la Communication,
- Inciter les jeunes chercheurs à la production scientifiques.

Chaque numéro est la résultante d'une sélection exclusive d'articles issus d'auteurs ayant rigoureusement et selon les normes du CAMES répondu à un appel thématique ou libre.

Elle offre donc la possibilité d'une cohabitation singulière entre des chercheurs chevronnés et des jeunes chercheurs, afin de célébrer la bilatéralité et l'universalité du partage de la connaissance autour d'objets auxquels l'humanité n'est aucunement étrangère.

Le Comité de Rédaction

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS & DISPOSITIONS PRATIQUES

La Revue Langage et Communication est une revue semestrielle. Elle publie des articles originaux en Sciences du Langage, Sciences de l'Information et de la Communication, Langue, Littérature et Sciences Sociales.

I. RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Les articles sont recevables en langue française, anglaise, espagnole ou allemande. Nombre de page : minimum 10 pages, maximum 15 pages en interlignes simples. Numérotation numérique en chiffres arabes, en haut et à droite de la page concernée. Police : Times New Roman. Taille : 11. Orientation : Portrait, recto.

II. NORMES EDITORIALES (NORCAMES)

Pour répondre aux Normes CAMES, la structure des articles doit se présenter comme suit :

- ✚ Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats, Analyse et Discussion, Conclusion, Bibliographie.
- ✚ Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (exemples : 1. ; 1.1. ; 1.2 ; 2. ; 2.2. ; 2.2.1 ; 2.2.2. ; 3. ; etc.).

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante : (Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées). Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition.

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

III. RÈGLES D'ETHIQUES ET DE DÉONTOLOGIE

Toute soumission d'article sera systématiquement passée au contrôle anti-plagiat et tout contrevenant se verra définitivement exclu par le comité de rédaction de la revue.

SOMMAIRE

THÉMATIQUE :

“Opinion publique, réseaux sociaux et gestion du pouvoir : discours, réalités et mises en perspectives africaines”

1. AHIZI Anado Jean-Michel, Koffi Nestor N'DRI (Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d'Ivoire)
Ethique et discours politiques en période électorale sur les Réseaux Sociaux Numériques en Côte d'Ivoire **08**

2. Cédric HOUNNOU, Samuel DJENGUE, Valentin MOUNOU (Université d'Abomey-Calavi, Bénin)
Discours politiques sur la lutte contre la corruption au Bénin : une analyse de la participation citoyenne sur Facebook **25**

3. Samoelson RABOTOVAO (Université d'Antananarivo, Madagascar)
Les “autres qui comptent”, un principe traditionnel malgache de l'opinion publique vers une nouvelle organisation socio-politique pour le développement **39**

ÉTHIQUE ET DISCOURS POLITIQUES EN PÉRIODE ÉLECTORALE SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX NUMÉRIQUES EN CÔTE D'IVOIRE

AHIZI Anado Jean-Michel,
Université Félix Houphouët-Boigny
(Abidjan-Côte d'Ivoire)
michelahizi@gmail.com

Koffi Nestor N'DRI,
Université Alassane Ouattara
Bouaké-Côte d'Ivoire)
nkndri0601@gmail.com

Résumé

L'objectif de la présente étude est de décrire les problèmes d'éthiques contenus dans les interactions discursives entre les internautes sur les réseaux sociaux lors de l'élection présidentielle d'octobre du 31 octobre 2020 en Côte d'Ivoire. En effet, les conditions d'organisation de cette élection ont créé de vives tensions donnant lieu à des discours politiques emprunts de colorations conflictuelles. De ce fait, l'intérêt croissant manifesté par les Ivoiriens envers le numérique a contribué à créer également des tensions dans les échanges entre les partisans de partis et de candidats politiques sur les réseaux sociaux. Notre approche méthodologique est qualitative. Elle trouve son sens dans la collecte d'informations relatives aux échanges entre les internautes. Un ensemble de sept (7) événements politiques publiés par les médias sociaux (*Linfodrom.com et News.abidjan.net*) donnant lieu à des débats et des commentaires durant la période électorale du 31 octobre 2020 en Côte d'Ivoire, ont fait l'objet d'une analyse de discours. Au niveau théorique, l'approche systémique et interactionniste de la communication est convoquée (Mucchielli, 2000, 2001 ; N'Goran-Poamé, 2011). Les résultats révèlent que lors de la période électorale du 31 octobre 2020, les problèmes d'éthiques dans les échanges entre les partisans de partis politiques sur les réseaux sociaux constituent une entrave au processus de cohésion sociale en Côte d'Ivoire.

Mots clés : éthique de la communication-médias sociaux-réseaux sociaux-période électorale

Abstract

The objective of this study is to describe the ethical issues contained in the discursive interactions between Internet users on social networks during the October 31, 2020, presidential election in Côte d'Ivoire. Indeed, the conditions of organization of this election have created high tensions giving rise to political discourses of conflicting colors. As a result, the growing interest shown by Ivorians in digital technology has also contributed to creating tensions in exchanges between supporters of political parties and candidates on social networks. Our methodological approach is qualitative. It finds its meaning in the collection of information related to exchanges between Internet users. A set of seven (7) political events published by social media (*Linfodrom.com and News.abidjan.net*) giving rise to debates and comments during the election period of October 31, 2020 in Côte d'Ivoire, were the subject of a speech analysis. At the theoretical level, the systemic and interactive approach to communication is called for (Mucchielli, 2000, 2001; N'Goran-Poamé, 2011). The results reveal that during the

election period of 31 October 2020, ethical issues in the exchanges between supporters of political parties on social networks constitute an obstacle to the process of social cohesion in Côte d'Ivoire.

Keywords: communication ethic-social media-social network-election period

Introduction

« *Présidentielle 2020, la campagne est ouverte* ». Tel est le titre d'un article publié par un site Internet¹ le jeudi 15 octobre 2020, marquant le début de la campagne de l'élection présidentielle du 31 octobre 2020 en Côte d'Ivoire. Pendant deux semaines, les partisans et les sympathisants des partis et candidats politiques se sont adonnés à de vives échanges et débats houleux sur les réseaux sociaux numériques. Schudson (1999) avait donc raison de relever ceci : « *Imaginez un monde - et cela est aujourd'hui parfaitement concevable-où gouvernants, hommes d'affaires, groupes de pression, candidats aux élections, chefs religieux et responsables syndicaux informeraient directement le citoyen par le canal de son ordinateur personnel* ». Cet avertissement de Schudson montre l'importance des médias sociaux, et sonne comme l'accomplissement d'une prophétie, au moment de l'avènement de la société de l'information et de communication. Dorénavant, le citoyen peut se connecter à la source d'information de son choix parmi toutes celles que lui offre le réseau informatique. Il pourrait également diffuser sa propre information et ses propres commentaires. Ce qui n'est pas le cas avec les médias traditionnels et classiques d'information qui sont souvent reprochés de mal informer le citoyen (Schudson 1999, p. 232). En démocratie, les médias jouent un rôle vital, notamment en contraignant les élites gouvernementales à ne pas perdre de vue les préoccupations de l'immense majorité des citoyens. Selon Diassié (2015, pp. 182-183), dans le système démocratique moderne, le choix du dirigeant se fait par voix de suffrage. Ce suffrage dit universel est la source de tout pouvoir. Pour mieux comprendre l'auteur, il a lieu de décrire le processus de sa mise en œuvre. Selon lui, l'accès au pouvoir va exiger un certain nombre de tâches : la détermination de l'électorat, le choix du candidat, la campagne électorale, le vote, le recensement des résultats, la proclamation des résultats du vote et la validation des résultats du vote (Diassié, 2015). C'est cette dernière étape qui a toujours été sujet de discordes en Côte d'Ivoire. Il faut donc replacer cette évolution dans une perspective historique plus large.

En effet, la réactivation du multipartisme² en Côte d'Ivoire a entraîné de nombreuses crises dont celle de 1995 (le boycott actif), du coup d'Etat de 1999 qui a conduit à « des élections calamiteuses » en 2000. Il y a eu aussi la crise politico-militaire de 2002 qui a scindé le pays en deux blocs (nord et sud), la crise postélectorale de 2010 qui a donné plus de 3000 morts (Zinsou, 2015) et enfin l'élection présidentielle du 31 octobre 2020 qui rend actuellement nécessaire la quête d'une réconciliation nationale encore introuvable. Tous ces événements ont créé dans la mémoire collective des Ivoiriens des stigmates qui constituent des bocages au processus de réconciliation nationale. Le discours sociopolitique ivoirien s'est donc invité sur les médias nationaux et internationaux. Les réseaux sociaux, en tant qu'espace publics deviennent ainsi des lieux de prise de parole sur les faits brûlants d'actualité nationale et internationale. Les

¹ News.abidjan.net, organe de presse en ligne

² Le pays a déjà connu l'expérience du multipartisme depuis la seconde moitié des années 1940 jusqu'en 1958. La constitution ivoirienne l'avait admise (Tiburce Koffi, 2015, p.164)

réseaux sociaux deviennent les "canaux démocratiques" des populations, les espaces où chaque citoyen peut s'exprimer librement, en comparaison aux médias classiques comme la radio et la télévision qui représentent une question de choix au vu du pouvoir d'achat des citoyens (Brunet, 2002, p. 61). Leur démultiplication et leurs manifestations sociopolitiques suscitent ici une série de réflexions scientifiques sur la trajectoire de l'espace d'expression politique dans le processus de construction de la démocratie en Côte d'Ivoire ». En effet, le développement des nouveaux outils de communications et l'intérêt croissant manifesté par les Ivoiriens envers les réseaux sociaux font l'objet d'un constat indubitable. Les réseaux sociaux s'imposent comme de vastes espaces stratégiques de communication interpersonnelle et de groupe dans plusieurs domaines : social, économique, commercial, et politique. Au plan politique, ces réseaux sociaux représentent un outil tactique pour les candidats et les partis politiques. Ils constituent aujourd'hui un outil de contact entre les leaders politiques et le peuple. La communication politique apparaît ici comme la scène sur laquelle s'échangent les arguments, les pensées, les passions, à partir desquels les électeurs font leur choix. Dans ce sens, Wolton (2014) soutient que La communication politique est un processus indispensable à l'espace politique contemporain en permettant la confrontation des discours politiques caractéristiques de la politique : l'idéologie et l'action, l'information, la communication.

La communication politique devient finalement un ensemble de règles strictes permettant le fonctionnement de cet espace d'échanges de discours et met en exergue la subtile relation existante entre les réseaux sociaux et les médias sociaux. Les médias sociaux sont de plus utilisés comme sources d'informations (42% en 2019), dépassant de loin les médias papier (18% en 2019)³. Cette vérité est encore plus vraie car les discours politiques en temps de crise peuvent conserver une particularité de démonstration dans les logiques de présentation des faits. L'expansion des médias sociaux s'explique par l'envie de communiquer par une participation directe et active sur les faits de société.

Dans le contexte politique ivoirien, les médias sociaux ont permis de développer des réseaux sociaux qui sont des espaces d'interactivité entre partisans de partis politiques. Ce sont des moments de chaudes discussions, où chaque acteur défend son candidat et l'idéologie de son parti politique. Des moments où la position politique donne lieu à des violences verbales, des incompréhensions. Il en ressort dès lors, des questions de morale et d'éthique dans le discours des Ivoiriens. Face à ces constats, nous sommes tentés de nous poser la question suivante : Quels sont les problèmes d'éthiques qui contenus dans les interactions discursives entre les internautes lors de l'élection présidentielle du 31 octobre 2020 sur les réseaux sociaux numériques en Côte d'Ivoire ?

Pour répondre à cette question, nous formulons l'hypothèse que les problèmes d'éthiques contenus dans les interactions discursives entre les internautes sur les réseaux sociaux sont susceptibles d'être des facteurs de fragilisation du tissu social en Côte d'Ivoire. Notre objectif est de décrire les problèmes d'éthiques qui ressortent des interactions discursives entre internautes sur les réseaux sociaux lors de l'élection présidentielle d'octobre 2020 en Côte d'Ivoire.

³Source : [06/DNR_2019_FINAL_à.pdf](https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2019-06/DNR_2019_FINAL_à.pdf)). https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2019-06/DNR_2019_FINAL_à.pdf. Mydigitalweek.com consulté le 27 décembre 2020 à 15h25mn.

1. Approche conceptuelle

1.1. Les réseaux sociaux

Kawasaki et Peg (2015) utilisent le terme de réseaux sociaux pour les plateformes qui favorisent le lien social et l'interaction entre les membres d'une communauté acquise par relation amicale, professionnelle ou regroupée autour d'une thématique. Dans cette étude, l'information est diffusée par les médias sociaux, ensuite elle donne lieu à des débats entre les internautes ivoiriens sur les réseaux sociaux. Par ailleurs, le terme « réseaux sociaux numériques » est utilisé pour marquer la différence avec les réseaux sociaux traditionnels, au sens où ils représentent les associations et groupes humains qui constituaient des communautés liées par des pactes d'amitiés et d'amitiés durables (Pasquier, 2017).

1.2. Ethique de la communication

L'éthique est une réflexion sur les valeurs qui orientent et motivent nos actions. Cette réflexion s'intéresse à nos rapports avec autrui et peut être menée à deux niveaux. À un niveau le plus général, la réflexion éthique porte sur les conceptions du bien, du juriste et de l'accomplissement humain. Pour N'Dri (2018, p. 209), « *une communication éthique, c'est le fait de transmettre une information à quelqu'un et d'instaurer un dialogue, en respectant un ensemble de valeurs. Au nombre de ces valeurs normatives, figurent : la liberté, le respect mutuel, l'équité, la vérité, etc.* ». En tant que branche particulière, l'éthique de la communication se définit comme le savoir bien communiquer au service de bonnes finalités qui se construit sur des définitions précises de l'autonomie, de l'interaction et de la communication interpersonnelle. La présente étude montre les modes de communication qui intègrent la question de l'éthique dans les échanges entre les internautes partisans de candidats ou partis politiques en Côte d'Ivoire. Pour ancrer l'éthique dans la communication, il faut mobiliser certains facteurs comme le respect d'autrui et de ses droits, l'émission de messages honnêtes, la création de conditions de la justice sociale dans toutes les situations.

2. Cadre théorique et méthodologique

2.1. Cadre théorique

L'éthique est la « *théorie ou science du comportement moral des hommes dans la société* » (Sánchez, 2005, p. 25). Dans cette étude, la réflexion théorique sur l'éthique peut être abordée sous l'angle de l'approche systémique et interactionniste (Mucchielli, 2000). Ce mixage théorique constitue le fondement de la présente étude. Les débats et le contexte communicationnel soulèvent les problèmes d'éthique en situation de crise. L'approche de la communication-processus (Mucchielli, 2001, p. 88) permet de rendre compte d'un ensemble contextuel déterminant dans l'étude des phénomènes d'échanges sur les réseaux sociaux : les émissions de messages et les réactions dans les débats. Nous empruntons à l'auteur trois éléments : le contexte des identités des intervenants (leurs bords politiques), le contexte du positionnement (leur positions politiques et leur partis ou candidats), le contexte des normes (les normes qui doivent permettre à un débat de se dérouler de manière satisfaisante et d'établir si possible les fondements de ces normes. N'Goran-Poamé (2011, pp. 203-220) définit la théorie systémique de la communication par l'appréhension de la communication humaine comme un système relationnel constitué d'objets et d'attributs et assujetti à la nature des relations entre ses constituants. Tous ces éléments s'imbriquent dans un système d'interactions et contribuent à la participation de chaque auteur dans le jeu électoral. L'éthique, en

matière de discussion, de communication et de débat, est une réflexion sur les conditions de possibilité minimale de compréhension mutuelle des hommes en situation d'échange verbal. Wolton (1978) parle d'information relationnelle sur les réseaux sociaux. Dans l'analyse systémique, les rapports tendus entre les internautes ivoiriens, leurs discours politiques, les débats, les incompréhensions sont utiles pour la communication globale. Le jeu et les enjeux politiques sont représentés par les incompréhensions entre ces acteurs ivoiriens sur les réseaux sociaux. Cette communication qui fait ressortir les questions d'éthiques fait partie de la communication globale. L'espace établi par les réseaux sociaux prouve ici l'obligation de cohabitation. Le décalage entre les discours des partisans sur les réseaux sociaux symbolise le système qui produit la communication entre les internautes. Le positionnement théorique prend appui sur la triangulation, prend en compte l'éthique de la discussion, l'incommunication englobée par l'interactionnisme qui rend bien le phénomène de la question d'éthique entre internautes sur les réseaux sociaux.

2.2. Cadre méthodologique

2.2.1. Présentation du corpus

Le corpus est composé d'un ensemble de sept (7) événements politiques publiés sur les médias sociaux (*Linfodrom.com* et *News.abidjan.net*) donnant lieu à des débats, des discussions et des commentaires durant la période électorale du scrutin du 31 octobre 2020 en Côte d'Ivoire. Ces deux organes de presse en ligne ont été choisis en raison de leurs intérêts pour les publications politiques durant la période électorale. Ces articles publiés ont engendré des débats sur les réseaux sociaux. La particularité de notre corpus réside également dans le fait que nous avons étudié des discours écrits qui ont généré des échanges entre les internautes. C'est un ensemble de trente-six (36) extraits de discours repartis entre trois (3) axes qui sont :

- **la sécurité sociale en période électorale** : ce premier axe est constitué de vingt et un (21) extraits de discours issus de quatre (4) articles de presse en ligne. Treize (13) extraits de discours sont analysés dans le premier article, cinq (5) extraits dans le deuxième, un (1) extrait dans le troisième et deux (2) extraits dans le quatrième article ;
- **les affrontements entre populations et partisans de partis politiques** : ici, l'on note deux (2) articles de presse en ligne. Un (1) seul discours est extrait du premier tandis que sept (7) sont extraits du second. L'effectif s'élève à huit (8) extraits de discours ;
- **le dialogue politique dans la période de crise politique** : un (1) seul article de presse de presse meuble cet axe, d'où sont analysés sept (7) extraits de discours.

Cet état de fait nous a créé des difficultés avec certaines fautes grammaticales ou orthographiques. Il était donc important de comprendre par moment certaines expressions.

2.2.2. Procédure de recueil des données

Les informations ont été recueillies au cours de la période électorale décrétée par la Commission Electorale Indépendante (CEI) de la Côte d'Ivoire ; c'est-à-dire du 15 octobre au 30 octobre 2020. Pour les besoins de l'étude, nous avons poursuivi la recherche d'informations jusqu'au 01 novembre 2020, soit deux jours après l'élection présidentielle. Nous avons procédé par analyse thématique des publications des organes de presse en lignes.

2.2.3. Méthode d'analyse

Notre approche méthodologique est qualitative. Elle trouve son sens dans la collecte d'informations relatives aux échanges entre les internautes partisans de différents bords politiques. Il s'agit de relever les informations relatives aux productions des internautes afin de les rendre accessibles à un plus grand nombre.

Pour ce faire, l'analyse du discours est la méthode retenue pour étudier les articles de presse (en ligne) collectés. Pour Adam, Bourdieu, Ducrot, Ghiglione et Kerbrat-Orecchioni, cités par Seignour (2011) « *un discours...construit la représentation du réel que le locuteur souhaite faire partager par son interlocuteur* ». Ainsi, l'analyse du discours apparaît comme une exigence pour mieux présenter les discours politiques (Mucchielli, 2006), car, elle met en exergue des rapports de force internes au champ politique et aux stratégies des acteurs, en mettant en relation les positions occupées et les discours produits (Le Bart, 2003).

Le décryptage des messages a permis de connaître les manquements à l'éthique de chaque internaute impliqué dans la situation de communication politique. Certes, l'analyse du discours en tant que telle, repose sur une grille de lecture bien constituée, avec ses concepts comme définie par Seignour (2011), cependant, pour une étude simplifiée, nous avons opté pour une analyse schématisée du discours des internautes. Dans ce sens, nous avons présenté nos résultats dans un tableau constitué de deux (2) colonnes. L'une présente les extraits de discours des internautes tandis que l'autre s'intéresse à l'interprétation des discours.

3. Résultats

Au vu des observations faites dans les publications des organes d'information en ligne étudiés, trois axes se dégagent : *La sécurité sociale en période électorale, les affrontements entre populations et partisans de partis politiques et enfin le dialogue politique dans la période de crise politique*. Ce sont ces trois points qui ont l'objet de commentaires et débats par les internautes.

3.1. Problèmes d'éthiques relatifs à la sécurité en période électorale

Cette analyse repose sur un article paru le 01 novembre 2020 sur *Linfodrome.com*

Titre de l'article n°1 : « *Présidentielle 2020 : Situation critique à Sakassou, des résidences incendiées et pillées, le préfet Coulibaly Gando fait des précisions et instaure un couvre-feu* ».

Lien : <https://www.linfodrome.com/politique/62530-presidentielle-2020-situation-critique-a-sakassou-des-residences-incendiees-et-pillees-le-prefet-coulibaly-gando-fait-des-precisions-et-instaure-un-couvre-feu>

Chapeau de l'article : « *Depuis le samedi 31 octobre 2020, jour du scrutin présidentiel, la ville de Sakassou est secouée par une vague de violences marquées par l'incendie et le pillage de certains commerces et résidences. Des attaques à l'arme blanche ont été signalées dans la ville* ».

Tableau 1 : Identification des problèmes d'éthique de l'article n°1

Extraits de discours	Identification des problèmes d'éthiques
1. « <i>Voilà ce que Ouattara a fait de la Côte d'Ivoire</i> »	Sédition, incitation à la révolte
<p>2. « <i>Tu oublies que Bédié t'a donné l'ordre de chasser tous les dioulas de la Côte d'Ivoire. Vous brûlez les biens des gens et vous ne voulez pas qu'ils se défendent.</i> »</p> <p>3. « <i>Le PR n'a rien fait, c'est Bédié et Affi qui veulent brûler la CI, on vous attend au tournant, élection est finie, on va se connaître maintenant</i> »</p> <p>4. « <i>Par quels mots Bédié a-t-il lancé l'appel contre les Dioulas ? qui se défend contre qui ?</i> »</p> <p>5. « <i>Pouvez-vous faire une guerre ? Respectons-nous en se référant à l'histoire de chaque peuple installé en CI.</i> »</p> <p>6. « <i>Hum celui qui a vu le lion et celui qui las pas vu non pas les mêmes manières de courir.</i> »</p> <p>7. « <i>Nous allons tous voir ce lion alors...trop de bavardages inutiles.</i> »</p>	Incitation à la violence, incitation à la haine
8. « <i>Nous sommes encore sous le choc. Quand ce qu'on a à vociférer n'est pas plus important que notre silence, on a la boucle tout simplement !</i> »	Injures
<p>9. « <i>Ce que Ouattara a fait de la Côte d'Ivoire.</i> »</p> <p>10. « <i>Bédié t'a donné l'ordre de chasser tous les dioulas</i> », « <i>Vous brûlez les biens des gens.</i> »</p>	Incitation à la haine et à la violence, menaces, défiance et injures

11. « Pouvez-vous faire la guerre ? »	
12. « Nous allons tous voir ce lion...trop de bavardages inutiles. »	
13. « On la boucle tout simplement. »	

L'observation du tableau montre que les problèmes éthiques sont liés aux expressions suivantes : **incitation à la haine, sédition, incitation à la révolte, incitation à la violence, injures, menaces, défiance.**

Dans le même contexte de sécurité, une deuxième analyse s'intéresse à un article publié le 28 octobre 2020 sur le même site L'infodrome.com.

Titre de l'article n°2 : « Meeting des jeunes du RHDP à Koumassi : Du gaz lacrymogène lancé à la fin du discours de Cissé Baongo, la prestation de Monique Séka interrompue ».

Lien : <https://www.linfodrome.com/vie-politique/62385-meeting-des-jeunes-du-rhdp-a-koumassi-du-gaz-lacrymogene-lance-a-la-fin-du-discours-de-cisse-baongo-la-prestation-de-monique-seka-interrompue>

Chapeau de l'article : « Le meeting de l'Union des jeunes du RHDP (UJ RHDP) organisé, ce mercredi 28 octobre 2020, à Koumassi sur le terrain de Prozarrio, pour soutenir la candidature du président Alassane Ouattara, s'est terminé dans la confusion, avec le lancer de gaz lacrymogène à la fin du discours du coordonnateur régional, Cissé Ibrahim ».

Tableau 2 : Identification des problèmes d'éthiques de l'article n°2

Extraits de discours	Identification des problèmes d'éthiques
1. « L'aéroport est occupé par les soldats français. »	
2. « Les militaires en partance pour l'aéroport qui, effrayés par un chien qui ne fait que circuler, jettent leur cargo en Brousse croyant voir Soro Guillaume surgir du 43 ème Bima. »	
3. « Un discours au cours d'un meeting du grand constitutionnaliste Cissé Baongo l'évangéliste qui met les forces de l'ordre en transe au point de dégoupiller du gaz lacrymogène pour semer la confusion. Ça fait beaucoup pour	Mensonge, désinformation, injures

<p><i>le même secteur vous ne trouvez pas ? »</i></p> <p>4. « <i>Ils sont tous devenus paranoïaques. Voilà présentée la face de votre troisième mandat. Quand on vous dit de faire proprement les choses, c'est pour votre propre bonheur. Maintenant vous êtes en train de gazer votre propre patron parce qu'aviez cru voir la main du Demon. Pauvre Baongo.</i> »</p>	
<p>5. « <i>Si ces soldats n'ont pas eu peur en 2010, ce n'est pas en 2020 qu'ils auront peur. L'accident arrive à tout le monde. Prends ça autrement on avance.</i> »</p>	Défiance

Une lecture du tableau met exergue des problèmes éthiques liés aux expressions suivantes : **mensonge, désinformation, injures et défiance.**

Le troisième article soumis à l'étude est issu de *Linfordrome.com* du 27 octobre 2020.
Titre de l'article n°3 : « *Présidentielle 2020 : le président Ouattara parle de la sécurisation du scrutin, ce qu'il demande à l'opposition* ».

Lien : <https://www.linfordrome.com/politique/62348-presidentielle-2020-le-president-ouattara-parle-de-la-securisation-du-scrutin-ce-qu-il-demande-a-l-opposition>

Chapeau : « *Je suis confiant maintenant que nous avons déployé 35.000 forces de défense et de sécurité* » « *je demande seulement aux opposants de respecter la vie des autres* ».

Tableau 3 : Identification des problèmes d'éthique de l'article n°3

Extraits de discours	Identification des problèmes d'éthiques
<p>1. « <i>Vous croyez peut-être que vous vous battez avec des humains ? C'est bouclé et géré depuis 2017 avec une SEULE BOULE NOIRE NON.</i> »</p>	Défiance, mysticisme

Ce seul commentaire évoque la dimension mystique de l'Afrique : Vous croyez peut-être que vous vous battez avec les humains ? », « Une seule boule noire ». Le mysticisme est ici un problème d'éthique dans les échanges.

Le dernier texte est issu du même site *Linfordrome.com* du 27 octobre 2020.

Titre de l'article n°4 : « *L'opposant Babily Dembélé (CIDP) et 3 membres de son parti jetés en prison, à la Maca* ».

Lien : <https://www.linfodrome.com/politique/62329-presidentielle-2020-l-opposant-babily-dembele-cidp-et-3-membres-de-son-parti-jetes-en-prison-a-la-maca>

Chapeau : « Cinq jours après leur interpellation au siège du Congrès ivoirien pour le développement et la Paix (CIDP), à la CIAD (M'pouto-Riviera), le président Babily Dembélé et 3 membres de son parti ont été conduits, le lundi 26 octobre, à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (Maca) ».

Tableau 4 : Identification des problèmes d'éthique de l'article n°4

Extraits de discours	Identification des problèmes d'éthiques
1. « Bien fait pour sa gueule cet escroc et malhonnête. Traitez-le comme un chien car c'est comme ça qu'il traite les gens en les vidant des maisons qu'ils ont entièrement payé en leur demandant de payer une deuxième fois et se sert des frici et des loubards pour les vider avec aussi la complicité de certains juges et procureurs corrompu. Qu'il moisisse en prison ce BATARD. »	La méfiance, le manque de respect
2. « Je t'apprends qu'il n'y a pas cervelle dans la tête. »	Défiance, injures

Les commentaires ci-dessus montrent que **la méfiance, la défiance de l'autre et le manque de respect** sont des problèmes éthiques dans les échanges entre internautes.

3.2. Problèmes d'éthiques relatifs aux affrontements entre les partisans de candidats des partis politiques

Le premier texte d'analyse dans ce contexte est publié le 30 octobre 2020 sur *Linfodrome.com*.

Titre de l'article n°1: « Yamoussoukro : Des affrontements signalés, la ville sous haute tension ce jour ».

Lien : <https://www.linfodrome.com/politique/62432-yamoussoukro-des-affrontements-signalés-la-ville-sous-haute-tension-ce-jour>

Chapeau : « La capitale politique du pays, Yamoussoukro, s'est réveillée, ce vendredi 30 octobre 2020, dans une ambiance particulière délétère. Des manifestants opposés à la candidature du président Alassane Ouattara ont croisé, d'une part le fer avec les forces de l'ordre, et d'autre part, avec des militants du RHDP ».

Tableau 5 : Identification des problèmes d'éthique de l'article n°5

Extraits de discours	Identification des problèmes d'éthiques
1. « <i>Je pense que Alassane Dramane devrait rentrer chez lui en Haute-Volta. Puisque la Côte d'Ivoire n'est pas son pays.</i> »	Incitation à la xénophobie

Cet internaute exprime ici son envie de voir le candidat Alassane Ouattara s'éloigner des choses politiques. On a ici comme facteurs de problèmes éthiques : **l'incitation à la xénophobie.**

Issu de la même source *Linfodrome.com*, le second texte d'analyse est publié le 26 octobre 2020.

Titre de l'article n°2 : « *Affi avertit Ouattara : « un carton rouge l'attend, Abidjan s'apprête à bouger ».*

Lien : <https://www.linfodrome.com/politique/62319-affi-avertit-ouattara-un-carton-rouge-l-attend-abidjan-s-apprete-a-bouger>

Chapeau : « *Au cours de la conférence de presse qu'il a animée, ce lundi 26 octobre 2020, au nom de la plateforme de l'opposition, Pascal Affi N'Guessan, président du FPI, a laissé entendre qu'un carton rouge attend le président Alassane Ouattara, à quelques jours de la présidentielle du 31 octobre 2020 ».*

Tableau 6 : Identification des problèmes d'éthique de l'article n°6

Extraits de discours	Identification des problèmes d'éthiques
1. « <i>Nous ici, sommes sans aucune excuse pour un coup de force par les Forces Armées Responsables de la République. Nos parents ne vous paient pas cher pour les regarder mourir comme des chiens dans les rues du pays à cause d'un seul individu. Tous ceux qui sont en train de mourir, qui ont leurs libertés privées ou qui vivent dans la psychose d'un lendemain incertain sont nos frères et sœurs, vos parents amis et frères.). Mettez fin à la souffrance de votre peuple et a coup sur au cataclysme qui se prépare.</i> »	Incitation à la révolte, incitation à un coup d'Etat
2. « <i>Un mandat illégal d'un homme qui a déjà fait sa vie et est au soir de celle-ci ne vaut pas la vie de toute une nation.</i>	

<i>Militaires, Gendarmes, Policiers, tous les corps habillés, prenez vos responsabilités. Mettez fin au régime d'Alassane Ouattara. »</i>	Incitation à un coup d'Etat, incitation à la révolte, incitation à la violence
3. <i>« Nous aimons tous nos adversaires sans exception, et encore plus notre actuel Président. Mais nous aimons le pays et ses habitants MILLE FOIS beaucoup plus. Nous assumerons toujours nos propos. »</i>	Défiance
4. <i>« Prenez vos responsabilités Mettez fin au régime d'Alassane Ouattara. A ton avis que tu n'as pas 40 aujourd'hui ? Parce que 20 ans passer nous qui avons passé cette génération de transition... !!!!!!!!!!! »</i>	Incitation à un coup d'Etat militaire, incitation à la révolte, incitation à la violence
5. <i>« Vous parlez beaucoup ! Un voleur ne dit pas qu'il va voler. Bande de plaisantins ! »</i>	Défiance, injures
6. <i>« M. Affi N'Guessan contrairement à ce que le commun des mortels pensait de lui, s'avère être un véritable politicien qui veut vraiment libérer son pays du joug de la dictature d'un clan de vampires et d'opportunistes, qui ayant pris goût du pouvoir, du reste acquis dans le sang veuille s'en éterniser au détriment de la volonté populaire. »</i>	Propagande, injures
7. <i>« Qui est le président du syndicat des transporteurs ABOU DIALLO qui transporte les microbes du candidat Alassane Dramane Ouattara ? L'Antechrist. »</i>	Incitation à la violence, injures, désinformation, diffamation

Les idées centrales contenues dans les discours des internautes sont : **incitation à la xénophobie, incitation à la révolte, incitation à un coup d'Etat militaire, incitation à la violence, défiance, la propagande, injures, désinformation, la diffamation.**

3.3. Problèmes d'éthiques relatifs au dialogue politique

Un seul texte fait objet d'analyse à ce niveau. Cet article est publié sur *News.abidjan.net* le 21 octobre 2020.

Titre de l'article n°1 : « Dialogue politique : le communiqué final de la rencontre du mercredi 21 octobre 2020 entre le pouvoir et l'opposition ».

Lien : <https://news.abidjan.net/articles/682346/dialogue-politique-le-communique-final-de-la-rencontre-du-mercredi-21-octobre-2020-entre-le-pouvoir-et-lopposition>

Chapeau : « Dialogue politique : rencontre entre le gouvernement et l'opposition. Abidjan le 21 octobre 2020. Dans le cadre du dialogue politique, le Gouvernement ivoirien a rencontré ce mercredi l'opposition ivoirienne en présence de représentants de la CEDEAO ».

Tableau 7 : Identification des problèmes d'éthique de l'article n°7

Extraits de discours	Identification des problèmes d'éthiques
<p>1. « Diviser pour régner, tel est son art. » Pourquoi convoquer un seul candidat alors que plusieurs opposants réclament son départ ? »</p> <p>2. « Dans classe il y a toujours un chef. Pour discuter avec l'administration on invite le chef au nom de la classe. »</p> <p>3. « Autant pour moi, cependant mon point est que le pouvoir vieillit⁸³ ans de quelqu'un qui est dans la politique depuis 4 décennies est différent d'un simple citoyen. Et puis, nous sommes tous pour les bien-intentionnés à la recherche de la solution pour éviter à notre pays une effusion de sang. Je voulais seulement démontrer que si nous essayons de satisfaire à la volonté de deux grands Leaders aujourd'hui, peut-être qu'ils vont nous épargner 2025. Merci »</p>	<p>Incitation à la division, incitation à la révolte, la propagande</p>
<p>4. « Fallait être là-bas pour imposer tes idées de merde. »</p> <p>5. « On est fatigué de ces opposants. Il faut qu'on s'attaque à eux car ils font tuer les enfants des autres de part et d'autre alors que leurs enfants sont tranquilles en occident. Mort à eux aussi comme ceux qui meurent. »</p>	

<p>6. « <i>Parce que tu penses que vous serez épargnés par des attaques ? Fais attention à ce que tu écris mon frère.</i> »</p> <p>7. « <i>Non mon cher Marc Komenan, faisons bien les calculs : 78+5 = 83Dc le PRADO n'aura pas 95 ans comme tu le dis... Pourquoi penses-tu alors que cette année soit sa dernière carte... En 2025 il n'aura même pas atteint l'âge actuel de ton mentor B86.et si lui il lutte le fauteuil à cet âge-là, pourquoi le PRADO n'essayera pas encore en 2025 à 83 ans... ??? Même si nous savons après ce mandat-ci (2020-2025).</i> »</p>	<p>La défiance, les injures, incitation à la xénophobie, mépris</p>
--	---

Dans le tableau ci-dessus, les expressions synonymes aux problèmes sont : **incitation à la division, incitation à la révolte, propagande, défiance, injures, incitation à la xénophobie, mépris.**

4. Discussion des résultats

Selon l'approche de l'éthique individuelle, l'individu est capable de penser et d'agir selon ses propres raisons. Les discours entre internautes dénotent de leurs bords politiques. Au vu des observations faites sur les publications des organes d'information en ligne étudiés, trois points ont permis de montrer les problèmes d'éthiques contenus dans les discours des internautes en période électorale : *La sécurité sociale en période électorale, les affrontements entre populations et partisans de partis politiques et enfin le dialogue politique dans la période de crise politique.* De façon générale, les discours des internautes pendant la période de l'élection présidentielle du 31 octobre 2020 sont marqués par les éléments suivants : incitation à la haine, sédition, incitation à la révolte, incitation à la violence, incitation à la guerre, menaces, défiance, manque de respect, incitation à la xénophobie, l'ivoirité, incitation à un coup d'Etat militaire, orgueil, propagande, injures, désinformation, la diffamation, incitation à la xénophobie, mépris. Ainsi, la problématique du respect mutuel et de la vérité se pose avec acuité, or selon N'Dri (2022), en mettant en marge ces facteurs, les interlocuteurs se heurtent mutuellement aux valeurs de chacun. En conséquence, cela est susceptible de constituer des blocages à la cohésion sociale.

Ce qui confirme notre hypothèse qui soutenait que lors de la période électorale d'octobre 2020 en Côte d'Ivoire, les problèmes d'éthiques dans les échanges entre internautes sur les réseaux sociaux sont susceptibles d'être des facteurs de fragilisation du tissu social en Côte d'Ivoire.

Dans ce sens, l'objectif de l'étude a été atteint car, rend perceptible les problèmes d'éthiques dans le champ politique entre acteurs échangeant sur les réseaux sociaux

numériques. Les réseaux sociaux constituent ici des espaces stratégiques pour les partisans et les adeptes des candidats et partis politiques pour échanger sur l'actualité brûlante. Si la réconciliation nationale demeure une exigence fondamentale en Côte d'Ivoire, ce processus demande un nombre de disposition au niveau de tous les acteurs. Selon Zinsou (2015), les éléments susceptibles de créer une réconciliation nationale vraie sont : la paix, l'amour, la tolérance. Pour d'autres auteurs, c'est l'intégration des alliances interethniques dans le processus qui fera aboutir à une réconciliation vraie (Zinsou, Ahizi et Yao, 2021). Les résultats montrent que la sécurité sociale, les affrontements entre populations et partisans de partis politiques et enfin le dialogue politique dans la période de crise politique constituent des problématiques sérieuses lors des élections en Côte d'Ivoire.

Ce travail a été précédé de celui de la question de l'éthiques dans les médias (publics) en Côte d'Ivoire, où N'Dri (2018), tout en révélant les problèmes d'éthique dans l'information diffusée, soutient que le manque d'éthique constaté dans les médias dits de service public est d'une part dû à la forte ingérence des autorités gouvernementales dans la gestion de ces médias. D'autre part, il est dû à la conception même de l'éthique en Afrique - une perception différente de celle des occidentaux. Cette situation ne participe en aucun cas à la construction d'une démocratie vraie.

Conclusion et perspectives

Si les réseaux sociaux sont de plus en plus utilisés, il faut reconnaître qu'en cas de crise postélectorale, leur rôle est beaucoup plus important et plus complexe qu'il n'y paraît. Dans cette veine, l'objectif de la présente étude a été de montrer les problèmes d'éthiques contenus dans les interactions discursives entre les internautes sur les réseaux sociaux numériques lors de l'élection présidentielle d'octobre du 31 octobre 2020 en Côte d'Ivoire. En effet, les conditions d'organisation de cette élection ont créé de vives tensions donnant lieu à des discours politiques emprunts de colorations conflictuelles. Les échanges sur les réseaux sociaux numériques révèlent de profonds problèmes d'éthiques dans le discours des Ivoiriens. Le champ politique (Bourdieu, 1977) impose des dispositions de penser et de se maintenir pour l'équilibre de la paix en Côte d'Ivoire. Les problèmes d'éthiques sur les réseaux sociaux sont révélateurs de la situation politico-sociale qui prévaut en Côte d'Ivoire. Les Ivoiriens développent des sentiments de haine, de révolte, quand ils se trouvent dans la sphère politique. À la suite de Pierre Bourdieu (1977) qui définit le champ politique comme étant « le champ du pensable politiquement ... où les intervenants ont la compétence politique de reconnaître la question politique comme politique et de la traiter comme telle en y répondant politiquement. », Tous les Ivoiriens n'ont-ils pas le droit de parler de la politique ? Si oui, une éducation politique n'est-elle pas nécessaire en Côte d'Ivoire ? Nous proposons d'orienter nos prochaines recherches dans ce sens.

Références Bibliographiques

Ahizi, A. J. M. et al (2022). Discours des vœux du nouvel an 2021 des leaders politiques ivoiriens en contexte de crise, *Communication en Question*, Décembre, n°14, pp. 74-91.

Bourdieu, P. (1977). Questions de politique, *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol 16, septembre, pp. 55-89.

- Brunet, J.P. (2002). *Les enjeux éthiques d'Internet en Afrique de l'Ouest*. Paris, L'Harmattan.
- Cardon, D. (2011). Réseaux sociaux de l'Internet, *communications : cultures du numérique n°88*, Seuil, p.p. 141-148.
- Chardel, P-A. et Reber, B. (2011). Risques éthiques, *communications : cultures du numérique n°88*, Seuil, p.p. 149-157.
- Diasse, B. (2015). *Pour une réconciliation vraie et durable en Côte d'Ivoire, penser la Côte d'Ivoire pour penser la réconciliation nationale*. Paris, L'Harmattan,
- Jodoin, S. (2013). Mutations de l'univers médiatique, *La revue Les nouveaux médias*, n° 50, <https://www.ababord.org/Les-nouveaux-medias>.
- Kant, E. (1994). *Fondement de la métaphysique des moeurs*, traduction Victor DELBOS, Delagrave, Paris.
- Kawasaki, G. et Peg, F. G. (2014). *L'art des médias sociaux*, (traduction version française 2019, édition originale 2014 : portfoliopenguin), Edition française 2015 : les Editions Diateino.
- Mucchielli, R. (2006). *L'analyse de contenu des documents et des communications*, Paris, Les Editions ESI.
- Mucchielli, A. (2001). *La psychologie sociale*, Hachette, Paris.
- Mucchielli, A. (2000). *La nouvelle communication*, Paris, Armand Collin.
- N'Dri, K. N. (2018). Ethique, publics et le défi de la démocratie dans les médias publics, *les Cahiers de l'IREA*, n°23, Paris, L'Harmattan. pp. 199-245.
- N'Dri, K. N. (2022). Ethique professionnelle et éléments du langage des agents des services publics en Côte d'Ivoire, *Revue Akofena n°5*, Vol 1, pp. 275-286.
- N'Dri, K. N. (2022). Ethique, discours numériques et baisse des coûts des transactions mobiles chez Orange money Côte d'Ivoire, *Les cahiers de L'ACAREF N°8*, Vol. 4, Tome 3, pp. 180-194.
- N'Goran-Poamé, L.M-L. (2011). Des sciences de l'information et de la communication aux sciences linguistiques et communicationnelles, *Langues et Littératures*. Saint-Louis, n°15, pp. 203-220.
- Pasquier, M. (2017). *Communication des organisations publiques*. 2^{ème} édition, Paris, De Boeck.
- Seigneur, A. (2011). Méthode d'analyse des discours : l'exemple de l'allocation d'un dirigeant d'entreprise publique, *Revue française de gestion*, n°211, pp. 29-37.

Wolton, D. (1989). Les médias, maillon faible de la communication politique, *Hermès*, n° 4, pp. 165-179.

Zinsou, E. et al. (2021). L'impact des alliances interethniques sur le processus de réconciliation nationale en Côte d'Ivoire, *Revue Ivoirienne de Gouvernance Stratégique*, n°11 (2), pp. 222-237.

Zinsou, E. (2015). Représentations sociales de la réconciliation nationale par les Ivoiriens, *Penser la réconciliation : pour panser la Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, pp. 21-52.

DISCOURS POLITIQUES SUR LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION AU BENIN : UNE ANALYSE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE SUR FACEBOOK

Cédric HOUNNOU
Université d'Abomey-Calavi
(Bénin)
hcedric99@gmail.com

Samuel DJENGUE
Université d'Abomey-Calavi
(Bénin)
djenguese@yahoo.fr

Valentin MONNOU
Université d'Abomey-Calavi
(Bénin)
monvalino1@gmail.com

Résumé

Cet article analyse les initiatives citoyennes utilisant les médias sociaux numériques comme moyens d'action pour lutter contre la corruption au Bénin. Le travail cherche à identifier comment les internautes béninois se servent des réseaux sociaux en général et plus particulièrement le réseau social Facebook pour contribuer à la lutte contre la corruption. De ce fait, l'étude a recensé 400 commentaires des internautes, issus des publications de cinq profils Facebook, sur une étude de cas, en l'occurrence, la mauvaise gestion de deniers publics des responsables de l'Agence nationale des Transports Terrestres (ANaTT). Dans une approche hypothético-déductive, le travail fonde l'analyse sur la méthode de discours textuel automatisé appliqué à Iramuteq. De l'analyse, il en découle que la participation citoyenne des internautes contre la corruption sur le réseau social Facebook se manifeste par la dénonciation et la satire.

Mots-clés : lutte, corruption, réseaux sociaux, participation citoyenne

Abstract

This article analyzes citizen initiatives using digital social media as means of action to fight corruption in Benin. The work seeks to identify how Beninese Internet users use social networks in general and more particularly the Facebook social network to contribute to the fight against corruption. Thereby, the study identified 400 comments from Internet users, from the publications of five Facebook profiles, on the mismanagement of public funds by officials of the National Agency for Land Transport (ANaTT). In a hypothetic-deductive approach, this article bases the analysis on the method of automated textual discourse applied to Iramuteq. From the analysis, it results that the citizen participation of Internet users against corruption on the social network Facebook is revealed by denunciation and satire.

Keywords: fight, corruption, social networks, citizen participation

Introduction

L'un des plus grands problèmes de gouvernance politique au Bénin et dans de nombreux pays africains reste la corruption. Parlant du bilan de la lutte contre le phénomène, le béninois A. Bio Tchané (2000, p. 22), ancien ministre des Finances reconnaît que « la lutte organisée contre la corruption n'en est qu'à ses débuts [...] ». Pour lui, l'arsenal juridique se met progressivement en place, car les précédentes tentatives étaient trop épisodiques et timides ». Vingt ans après cette déclaration du ministre, la corruption continue de progresser au Bénin. R. Assogba, F. Gbéto et H. Kombieni (2015, p. 93) renseignent que dans « les sociétés béninoises, de nos jours, le service à autrui est fortement médiatisé par l'argent, même là où ce dernier n'a pas sa place ; à ce moment social, les relations humaines sont monétarisées. La corruption ou perversion du rapport à autrui s'installe là où les parlars langagiers enregistrent au sein de la structure des groupes culturels le rhéostat des codes, des lois de gestion de la société incluant les énoncés et les « vodun ». Il en ressort que la lutte contre la corruption reste un défi au Bénin. Toutefois, l'avènement de l'internet⁴ et plus particulièrement les réseaux sociaux numériques ont changé les conditions de participation des citoyens « ordinaires » à la vie politique. C. Fagade (2021, p. 18) indique que la proportion des utilisateurs actifs des médias sociaux s'élève à 17% en janvier 2019. On retient 2,71 millions sont des utilisateurs de Facebook et 1,5 million sont des utilisateurs de WhatsApp, dans ces pays en développement au cours de cette période. Cette dynamique a conduit à une transformation de l'action étatico-administrative marquée par l'institutionnalisation de dispositifs de débats publics dans de nombreux domaines (Cpdirsic, 2021, p. 58). Dès lors, les citoyens peuvent contourner ces dispositifs officiels pour dénoncer des faits de corruption ou de mauvaise gouvernance. C'est ainsi que sur le réseau social Facebook, les internautes se constituent en avant-gardistes de la lutte contre la corruption.

1. Cadre contextuel : le rappel des faits

Le 7 juillet 2021, une affaire de corruption éclate l'Agence Nationale des Transports Terrestres (ANaTT), dans la République du Bénin. Cette affaire de malversation financière est révélée par un audit de gestion, commandité par le gouvernement.⁵

Le rapport de l'audit révélé par le Conseil des ministres en date du 7 juillet 2021 fait ressortir de graves irrégularités. Les défaillances relevées portent aussi bien sur l'organisation générale de l'Agence, caractérisée par un cadre réglementaire inadéquat, l'insuffisance du personnel technique, la pléthore d'agents d'exécution, la prépondérance des traitements manuels de données ainsi que le défaut de protection de celles-ci ou de l'intégrité du système informatique.

Un tel contexte a favorisé, au cours de la période sous revue, des manques à gagner estimés à 13,6 milliards de FCFA dont 1,3 milliard de FCFA concernant des décaissements relatifs à des marchés irrégulièrement passés, 191 millions de FCFA s'agissant de paiements pour des actes anormaux de gestion et 12,1 milliards de FCFA au titre de présomptions de fraude dans le cadre de la gestion des opérations d'immatriculation. Lesdites présomptions sont notamment relatives à des cas de véhicules non dédouanés qui ont été immatriculés, soit 2646 véhicules au total, représentant un préjudice financier d'environ 7,9 milliards FCFA, ainsi qu'à des dossiers d'immatriculation dont les quittances de paiement n'ont pu être fournies. Y figurent

⁴ Selon le Rapport de l'ARCEP (2018), plus de 5 456 810 personnes ont accès à l'internet

⁵ Compte rendu du Conseil des ministres en date du 7 juillet 2021

aussi, des cas d'usage non élucidés d'intrants d'immatriculation acquis par l'Agence au cours de la même période.⁶

Le rapport révèle également l'adoption irrégulière d'une convention collective accordant des avantages exorbitants au profit des agents.

À titre illustratif, il s'agit :

- d'une prime bimestrielle octroyée à l'ensemble du personnel et qui, à l'analyse, est un complément de salaire déguisé ;
- d'indemnités et primes dites « de fonction administrative et politique » allouées au Directeur général et à son adjoint comprenant, entre autres, des primes de responsabilité et d'indemnités compensatrices de logement, alors que d'autres rubriques de la convention les prévoient déjà ;
- de l'octroi, à tous les directeurs, d'une prime de gestion calculée à partir du résultat d'exploitation de l'Agence ;
- du paiement, chaque année, d'une gratification correspondant à un mois de salaire, consacrant ainsi une pratique de paiement de treizième mois, en violation des règles appliquées dans l'Administration publique ;
- du paiement « d'indemnités pour travaux spéciaux » estimés à 88.825.500 FCFA, allouées de façon abusive à des membres de plusieurs comités mis en place pour des tâches relevant normalement de leurs attributions ;
- d'un soutien financier de 500.000 FCFA en cas de décès du travailleur en activité et de 200.000 FCFA en cas de décès du travailleur à la retraite.

En outre, il ressort du rapport d'audit que des avantages indus ont été consentis aux administrateurs de l'Agence. C'est ainsi que, de 2017 à 2019, il leur a été versé, indépendamment de leurs indemnités réglementaires de fonction, des jetons de présence et des dotations annuelles de frais de carburant pour un montant de 35.320.000 FCFA.

De même, il est à signaler des décaissements résultant d'actes anormaux de gestion, évalués à 180.400.016 FCFA dont :

- la dotation en boissons au profit de l'ensemble des agents ayant rang de directeur, pour un montant de 34.413.645 FCFA ;
- le rachat en juin 2019, par le Directeur général, de son véhicule 4x4 de fonction, au prix dérisoire de 3.050.000 FCFA alors même que ledit véhicule, moins d'un an avant, a fait l'objet de diverses réparations pour un montant de 6.733.070 FCFA.

Le même rapport révèle des cas de procédures irrégulières de passation de marchés publics pour un montant de 1.349.388.535 FCFA dont 921.732.801 FCFA exclusivement au moyen de bons de commande signés du Directeur général, et 265.966.837 FCFA sous la seule responsabilité du Directeur administratif sur la période de 2018 à 2019.

Enfin, il a été relevé un usage non justifié de cartes grises de véhicules de 2 et 4 roues, pour un montant de 2,8 milliards de FCFA ; une confection inexplicite de plaques

⁶ [Immatriculation frauduleuse sans dédouanement à l'ANaTT 7 jours pour les propriétaires des 2646 pour se mettre en règle \(quotidienlematin.net\)](http://quotidienlematin.net)

d'immatriculation de véhicules à 4 roues non livrées aux usagers, d'une valeur de 859 millions de FCFA.

Au titre de ces mêmes irrégularités, figurent des pratiques de rançonnement systématique d'un montant de 2.000 FCFA à la charge des usagers à l'occasion de la fixation des plaques d'immatriculation. Une telle pratique a généré, sur la période sous revue, un montant de 145 millions de FCFA.

2. Problématique

Le terme corruption est en substance, lié au verbe corrompre qui traduit une détérioration, une altération de quelque chose vers un état jugé moins bon (S. Djengue, 2015, p. 70). À l'analyse, elle constitue un crime ayant de lointaines origines et sévèrement réprimée (S. Djengue, 2015, p. 73). Et pour cause ! Malgré l'accroissement significatif des crédits budgétaires et les multiples réformes à la limite diffuses, le Bénin n'arrive pas à décoller et à se mettre sur l'orbite du développement à cause principalement de la corruption. En effet, elle résiste à toutes les stratégies, des institutions nationales et internationales, agrémentées par les discours politiques. S. Djengue (2015, p. 68) soutient que la corruption est souvent pratiquée ouvertement par des démarcheurs experts qui font usage des expressions spécifiques non limitatives ci-après : « Ce n'est pas moi qui vais changer le monde », « la chèvre broute là où elle est attachée », « pourboires », « petite enveloppe », « rançonnage », « tricherie », « mensonge », « bière », « carburant », « motivation », « dessous-de-table », « pots-de-vin » « cadeau », etc. Il fait le constat que la corruption résiste également aux organes judiciaires et de contrôle, à la baïonnette, etc. Il en résulte que le phénomène de la corruption reste endémique, gangrène l'économie, freine le développement et conduit à la paupérisation.

En général, dans la plupart des pays africains, le fonctionnement réel de l'État est en déphasage avec son organisation officielle mue par des organigrammes, des textes juridiques ou réglementaires et des déclarations politiques, savamment élaborés et dosés de politicien. Il en résulte un déphasage important, voire néfaste entre les politiques et les citoyens. Manifestement, la constitution du Bénin a bel et bien prévu des droits économiques, sociaux et culturels ; aujourd'hui, l'exercice de ces droits est globalement très contrasté et lacunaire

Cependant, il faut reconnaître qu'en matière de lutte contre la corruption, l'émergence de l'Internet et surtout des réseaux sociaux a favorisé une prise de conscience collective des conséquences négatives de la corruption sur la croissance économique. Grâce aux dénonciations sur les réseaux sociaux, les décideurs publics sont de plus en plus contraints sur le continent à un discours politique fort contre les méfaits de la corruption. C'est dans ce sens que D. Cardon (2010, p.8) souligne que les « réseaux de réseaux », tels Facebook, YouTube, etc. représentent une opportunité pour la démocratie et mènent à une nouvelle forme d'action collective dans la mesure où les coopérations « faibles » entre utilisateurs relèvent des formes inédites « de partage du savoir, de mobilisation collective et de critique sociale ». Montesquieu nous le rappelle ! « Les êtres humains investis d'un pouvoir ou d'une autorité sont portés à en abuser. Pour qu'on ne puisse pas abuser du pouvoir, il faut que par la disposition des choses, ... le pouvoir arrête le pouvoir... D'où la nécessité d'impulser le contrôle citoyen qui vise essentiellement la satisfaction exclusive et totale de l'intérêt général ».

C'est précisément dans ce contexte que le présent article s'interroge sur la participation citoyenne des internautes du réseau social Facebook contre la corruption au Bénin. Le

concept de participation citoyenne est perçu comme « tout engagement d'un citoyen en tant que membre d'une collectivité pour le bien-être de la société » De ce point de vue, le concept renvoie à la participation à la vie politique et sociale.

Somme toute, l'étude s'efforce d'établir le rôle des réseaux sociaux dans la participation citoyenne contre la corruption. L'objectif de l'étude est de décrire les leviers de la participation citoyenne sur la vie sociopolitique au Bénin à travers une étude de cas.

Il s'agira donc de faire une analyse des « mouvements citoyens » béninois utilisant Facebook comme moyens d'actions pour dénoncer les faits de corruption. D'où la question de recherche suivante : sous quelles formes la participation citoyenne contre la corruption se présente-t-elle sur les réseaux sociaux ?

Les hypothèses qu'avance l'article sont au nombre de deux. Elles mettent l'accent sur deux réalités qui se présentent comme suit :

- la mobilisation des internautes sur les réseaux sociaux s'inscrit dans la lutte contre la corruption
- la participation citoyenne dans la lutte contre la corruption se caractérise sur Facebook par la critique et la satire.

3. L'ancrage théorique

Ce travail s'inscrit dans la perspective des réflexions de S. Proulx (2013) qui pose la « capacité d'indignation » comme principale compétence préalable des militants pour le développement de mouvements citoyens en ligne, à laquelle s'ajoutent « les capacités de communication, de délibération, de proposition et d'innovation, (P. Huang, 2013, p. 351).

Cette condition franchie, les médias sociaux numériques sont perçus comme de nouvelles opportunités à la mobilisation citoyenne. En effet, la généralisation de l'internet et l'essor du Web 2.0 modifient les rapports de cohabitation entre les humains. B. Froment et H. Bakis (2005) pensent que ces dispositifs permettent d'induire la réduction des contraintes spatiales, de relier les différentes cultures entre des espaces éloignés. M. Sénécal (1999) montre qu'aux alentours des années 1990, la mainmise de pouvoirs publics et de mégacorporations sur l'accès à l'espace médiatique et sur les sources, les contenus et la diffusion d'information, aurait transformé les réseaux et les médias en instruments de domination et de pouvoir et aurait entraîné des menaces pour la démocratie et la liberté d'expression. Il en ressort que ces technologies de l'information et de la communication constituent, de toute évidence, une opportunité aux citoyens dans la manière de participer à la vie démocratique (E. George, 2003) de leur pays.

Petrovic (2008) revient sur le rôle que des outils d'Internet dans le développement d'une information citoyenne et dans la conception des pratiques de mobilisations sociales, que ce soit pour améliorer les conditions de vie des gens pauvres, pour organiser des campagnes de justice sociale et des activités de réflexion collective ou pour appuyer des projets sociaux et culturels émancipateurs et rassembleurs. De ce point de vue, P. Huang (2013, p. 350) conclut que l'évolution des technologies provoque le renouvellement du répertoire des actions collectives. Pour D. Cardon (2010, p. 8) les « réseaux de réseaux » numériques, tels Facebook, YouTube, etc. représentent une opportunité pour la démocratie et mènent à une nouvelle forme d'action collective dans la mesure où les coopérations « faibles » entre utilisateurs relèvent des formes inédites « de partage du savoir, de mobilisation collective et de critique sociale ».

4. Le corpus et la méthodologie

L'étude analyse des publications et commentaires des internautes de Facebook sur la mauvaise gestion des fonds publics des responsables de l'Agence nationale des Transports Terrestres (ANaTT) sur la période allant du 07 juillet au 07 octobre 2021. L'article s'est intéressé aux réactions des internautes suscitées par le compte rendu du Conseil des ministres sur cette affaire de corruption.

Deux manières ont caractérisé l'analyse. La première est thématique, dégagant des catégories de publications qui permettent de délimiter les contours du cadrage de la communication collective. L'étude a pris en compte 400 publications et commentaires au cours de cette période, car ce cas de corruption a suscité l'engouement et l'intérêt chez les internautes. Les commentaires publiés ont été recensés à partir de cinq pages Facebook ayant enregistré plus d'interaction sur le sujet. Il s'agit des profils [Elie Lô Houedagba](#) ; [Maora Aledjo](#) ; [Mahugnon Hugo Hervé Avoce](#) ; [Josaphat Ahokandji](#) et [Verdugo Wékoun](#).

Les publications et commentaires ont été ensuite analysés de manière lexicométrique à l'aide de la méthode Reinert (M. Reinert, 1987) en utilisant le logiciel libre Iramuteq, développé par Pierre Ratinaud et qui procède de la même manière que la méthode Alceste (N. Roy et R. Garon, 2013). L'analyse du discours textuel automatisé soumis à Iramuteq se base sur un système de classification à partir des « unités de contexte élémentaires » (U.C.E) grâce auxquelles le logiciel détermine une corrélation entre les mots présents dans le corpus. Le logiciel regroupe ensuite les « unités de contexte élémentaire » semblables sous forme de classe ou profil. Ces classes sont représentées par des mots clés, par des formes représentatives ou encore par des catégories représentatives de la classe. Il convient de noter que les logiciels passent préalablement par une phase de lemmatisation rendant ainsi possible de regrouper les mots d'une même famille. Le logiciel permet, entre autres, de réaliser une analyse factorielle de correspondance. Il fournit également un éventail de statistiques descriptives sur l'ensemble du corpus : le nombre et la fréquence des mots, le nombre d'U.C.E. classées, les formes lexicales, et beaucoup plus. C'est l'analyse et l'interprétation de ces classes qui permettent aux chercheurs de déterminer les grands thèmes récurrents d'un corpus et d'en mieux comprendre le contenu (N. Roy et R. Garon, 2013).

Par ailleurs, l'étude fait référence à une analyse du discours, selon l'approche P. Charaudeau et D. Maingueneau (2002).

L'étude analyse le corpus en mettant l'accent sur les orientations des points de vue des internautes. Cette analyse devrait permettre de comprendre la part des réseaux sociaux dans la participation citoyenne contre la corruption.

Les messages produits sont des messages multi-systèmes sémiologiques : écrit, son, images fixes et animées se mélangent, il est donc nécessaire d'avoir une approche globale.

L'étude est structurée en trois parties. Il est dans un premier temps question du cadre théorique. Puis en second lieu, l'article analyse le corpus afin de confirmer ou d'infirmer les hypothèses et les questions de recherche.

5. Les formes de mobilisation citoyennes sur Facebook contre la corruption

Les formes de mobilisation citoyennes contre la corruption dans ce travail résultent du corpus analysé grâce à la méthode Reinert. Les orientations analytiques de la méthode se présentent comme suit :

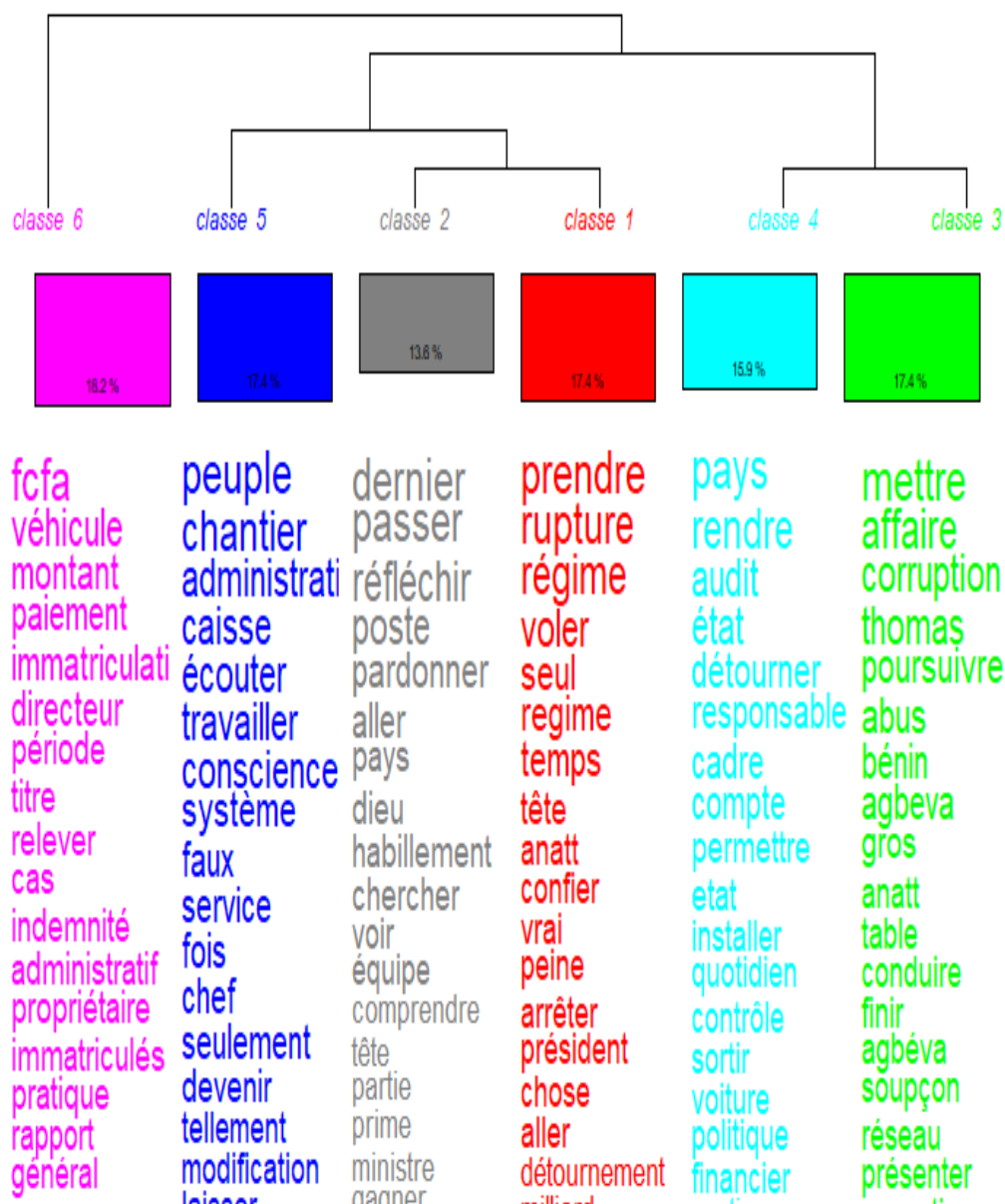


Figure 1 : Description et classification du corpus, analyses des données Iramuteq

Dans ce graphe, il s'agit des classes hiérarchiques qui découlent de l'analyse. Les mots contenus dans les classes 1, 2 et 5 dénoncent la corruption sous le régime du président Patrice Talon. Les classes 3 et 4 en revanche, accentuent la critique sur la personne du directeur général Thomas Agbéva, le principal mis en cause dans cette affaire de corruption. Une dernière classe, notamment la classe 6 est à cheval entre les classes 1, 2, 3, 4 et 5. La description et la classification du corpus laissent apercevoir six classes qu'on peut regrouper en deux grandes classes orientées vers la dénonciation de la corruption et le directeur général Thomas Agbéva.



Figure 2 : Nuage des mots du corpus, analyses des données Iramuteq

La dénonciation et la satire évoquées dans le graphe précédent sont davantage illustrées dans ce nuage de mots utilisés par les internautes. On y voit des comme « faux » ; « voler » « milliards » ; « détournement » ; «bière » ; « boisson » ; « corruption » ; « manger » « gros » ; « régime » ; « habitude » ; « sucré » ; « bar » ; etc qui renseignent sur l’orientation des critiques formulée par les internautes. En définitive, l’analyse du corpus de l’étude catégorise les actions des internautes sur Facebook en deux volets : la critique ou la dénonciation et la dérision ou la satire.

5.1. La critique

La critique apparait chez les internautes béninois comme une caractéristique fondamentale des actions de lutte contre la corruption à travers les réseaux sociaux au Bénin. Des 400 publications retenues pour l’analyse, 217 soit un pourcentage de 54, 25 critiquent vertement ce cas de corruption révélé par le gouvernement béninois. Dans la nomenclature des dénonciations, on note que les critiques des internautes sont allées dans le sens des acteurs politiques et des cadres de l’institution concernée.

Désiré Gbètoho
 Qu'est-ce que vous croyez ? Quand les gens chantaient 10 ans guidjoo là, ce n'était pas pour le développement du Bénin. C'était juste pour pour préserver leurs 34 millions de primes de bière.
 J'aime Répondre Partager 29 sem 🤔🤔🤔 4

Pierre Aidekon
 Désiré Gbètoho ça fait longtemps que moi j'aime compris cela.....le gars a faim mais il te dit que l'autre car travail... c'est juste qu'il effraye le chemin qui mène à l'argent du contribuable.
 J'aime Répondre Partager 29 sem

Marcel Hounnougbo
 Les gens trouve difficilement de l'argent pour immatriculer les motos et ça atterrisent dans la poche des autres. La population serre la ceinture pour eux.
 J'aime Répondre Partager 29 sem 🙏🤔 2

Pierre Aidekon
 Sûrement qu'il(s) serait (ent) parmi les chantres de la rupture d'où ce courage.
 J'aime Répondre Partager 29 sem 🙏🤔 4



Figure 3 : Une capture d'écran des critiques des internautes sur la page **Josaphat Ahokandji**

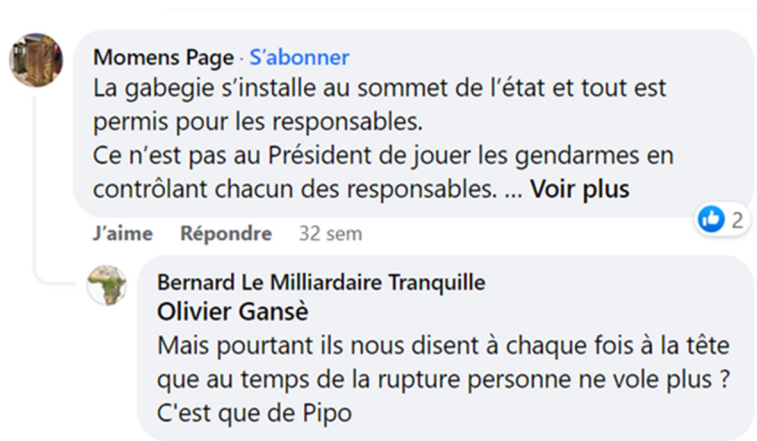


Figure 4 : Une capture d'écran des critiques des internautes sur la page **Maora Alejdo**

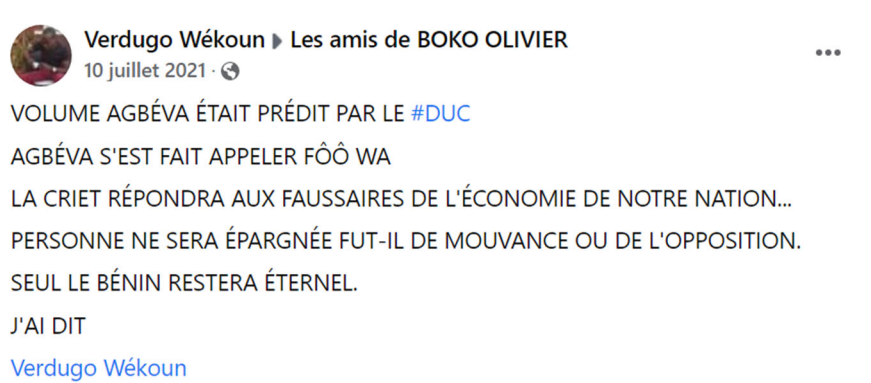


Figure 5 : Une capture d'écran des critiques des internautes de la page **Verdugo Wékoun**

Cette nouvelle dynamique de la médiatisation individuelle des internautes béninois renforce le statut du bon citoyen selon N. Vacaflor et M. Amri (2012, p. 16) pour qui le bon citoyen est un citoyen éclairé qui, pour prendre de bonnes décisions, doit connaître

le monde qui l'entoure et pouvoir évaluer l'action de son gouvernement. La relation du citoyen en ligne aux événements politiques de son pays ou de sa région est décisive dans la publicisation des échanges et la satisfaction du besoin de dénoncer l'injustice sociale sous ses différentes formes.

Ce type de citoyenneté amène à déduire que Facebook et les autres réseaux sociaux permettent en définitive de multiplier les voix médiatiques en donnant à chacun la possibilité de créer son propre espace pour s'exprimer librement, et de ce fait, participer à l'animation de la vie publique de son pays. Pour G. Ahmed (2015, p. 26), réclamer la démocratie, les droits citoyens ou encore la bonne gouvernance sur une page Facebook « semble plus originale et plus attractive que manifester devant un ministre ou face au Parlement ». Sur le cas précis de corruption abordé dans cet article, la possibilité offerte aux internautes par Facebook de partager leurs opinions, de commenter les idées des autres, de réagir aux actions de certains a enrichi les débats et participer à élucider d'une manière ou d'une autre l'affaire.

5.2. La dérision

Une autre caractéristique des actions des internautes contre la corruption est la dérision ou la satire. A cette étape de l'étude, il est nécessaire de clarifier le concept de la dérision qui n'est pas exactement la même chose que l'humour. En effet, selon Larousse⁷ l'esprit satirique, s'en prend aux vices et aux ridicules des individus et des sociétés. Elle vise à dénoncer « les vices et les folies des hommes » dans une intention morale et didactique. Elle « *enclin à la médisance, à la raillerie* ». Une satire est un *texte dans lequel un auteur critique, en les ridiculisant (souvent au moyen de la caricature), les mœurs de ses contemporains, des défauts humains ou des situations.* L'humour quant à elle, est défini le DSM IV²⁴ (1996, p. 880) en tant que mécanisme de défense individuel. Pour lui, « *l'humour est le mécanisme par lequel le sujet répond aux conflits émotionnels ou aux facteurs de stress internes ou externes en faisant ressortir les aspects amusants ou ironiques du conflit ou des facteurs de stress.* » La dichotomie dérision/humour est aussi clarifiée par B. Bouquet et J. Riffault (2010, p. 24) pour qui la dérision renvoie à une pratique négative et critique.

« Elle n'est pas une plaisanterie inoffensive, ni de l'humour qui habille délicatement la fausse modestie. Contrairement à l'humour, elle vise une cible qu'elle cherche à toucher et ce but est atteint lorsqu'elle blesse, rabaisse, humilie. Elle est caractérisée par un refus de soumission qui s'exprime de manière politiquement correcte »

En définitive, l'humour amuse et détend, la dérision critique, blesse et dénonce. Ce préalable permet de mieux analyser la nature des commentaires des internautes. En effet, 183 commentaires sur 400 soit un pourcentage de 45, 75% du corpus traité a tourné en dérision les auteurs de cette affaire corruption.

⁷ larousse.fr/encyclopedie/litterature/satire/176840



Figure 4 : Une capture d'écran des railleries des internautes sur le directeur général de l'AnaTT

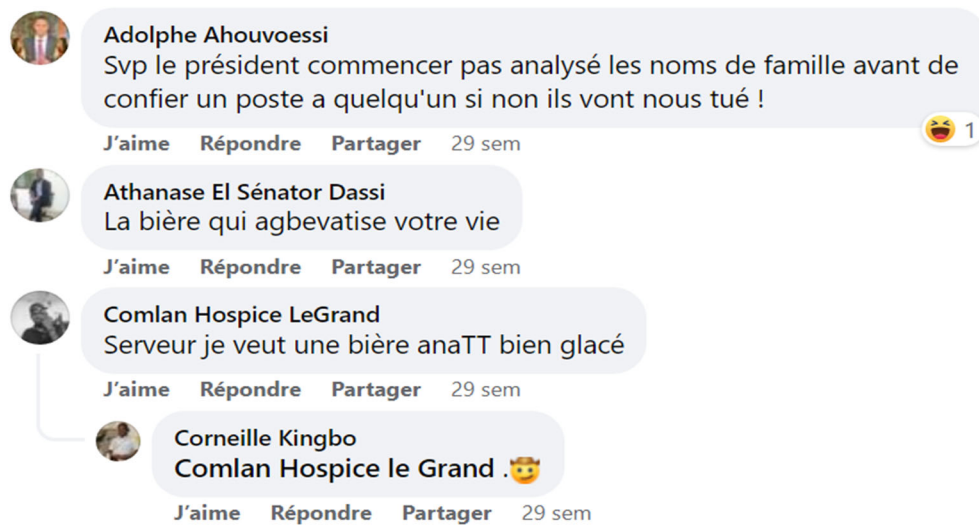


Figure 5 : Une capture d'écran des railleries des internautes sur le directeur général de l'AnaTT



Figure 6 : Une capture d'écran des railleries des internautes sur le directeur général de l'AnaTT



Figure 7 : Une capture d'écran des railleries des internautes sur le directeur général de l'AnaTT

Ici, dans les commentaires choisis pour illustrer l'analyse, on s'aperçoit que les internautes visent essentiellement le premier responsable de l'institution, Monsieur Thomas Agbéva, accusé de mauvaise gestion et de détournement de fonds publics. Les internautes se sont intéressés au volet du rapport révélé par le gouvernement béninois sur l'affaire qui renseigne que « plus de 34 millions ont servi à acheter la bière » au directeur général de la société. Il ressort de ce type de commentaire que l'intention des internautes est de tourner en dérision le directeur général pour dénoncer cette pratique de la corruption.

Au regard de l'analyse du corpus et des pourcentages obtenus, les hypothèses de l'étude se confirment. D'une part, la mobilisation des internautes sur les réseaux sociaux s'inscrit dans la lutte contre la corruption. D'autre part, la participation citoyenne dans la lutte contre la corruption se caractérise sur Facebook par la critique et la satire.

Conclusion

Cet article cherchait à comprendre les formes de participation citoyenne contre la corruption sur le réseau social Facebook. Pour ce faire, l'étude a utilisé l'analyse de contenu. Les éléments émergeant de cette analyse ont permis de révéler les mouvements citoyens en ligne contre la corruption. Il ressort de l'analyse que la participation citoyenne sur Facebook se caractérise de deux manières dans les commentaires des internautes. En effet, il s'agit en premier lieu de la critique ou de la dénonciation. En second lieu, l'étude a aussi révélé que la dérision ou la satire est une caractéristique fondamentale des mouvements citoyens béninois contre la corruption.

En définitive, cette étude aura permis de confirmer que la participation citoyenne contre la corruption sur les réseaux sociaux se caractérise par la dénonciation et la satire. Elle aura aussi permis de montrer que les réseaux sociaux en l'occurrence Facebook permet de mettre en avant les pratiques discussives pour des luttes entrant dans le cadre de l'animation de ma vie publique. De ce fait, les résultats confirment la question de recherche et les hypothèses de départ de l'étude.

Références bibliographiques

Ahmed Galal, 2015, « L'engagement numérique comme acte créatif : le cas de Wael Ghonim pendant la révolution égyptienne de 2011 », *Les chantiers de la création* [en ligne], 8 | 2015, mis en ligne le 07 septembre 2015, consulté le 25 février 2022. URL: <http://journals.openedition.org/lcc/1126>; DOI: <https://doi.org/10.4000/lcc.1126>.

Assogba Raymond Coovi, Gbéto Flavien & Kombieni Hervé, 1995, « Théorie de l'espace dans la représentation de la corruption au Bénin », *Labodycal*, 60-95.

Bouquet Brigitte & Riffault Jacques, 2010, « L'humour dans les diverses formes du rire », *Vie sociale*, 2, 13-22. <https://doi.org/10.3917/vsoc.102.0013>

Blundo Giorgio & Olivier de Sardan Jean-Pierre, 2001, « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », *Politique africaine*, (N° 83), 8-37.

Cardon Dominique, 2010, *La démocratie Internet : promesses et limites*, Paris, Seuil.

[Charaudeau Patrick & Maingueneau Dominique, 2002, *Dictionnaire d'Analyse du Discours*. Paris, Seuil.](#)

Djengue Samuel, 2013, *Communication budgétaire inclusive : un instrument de lutte contre la corruption et la paupérisation*, Cotonou, CHRISTON Editions.

Djengue Samuel, 2015, *Corruption au Bénin : diagnostic et approche de solution Etude Linguistique et Juridique de la Corruption au Bénin (ELIJUC)*, Editions LABODYLCAL (Laboratoire de Dynamique des Langues et Culture de Calavi).

Fagade Carole, 2021, *L'intégration des dispositifs numériques de l'information et de la communication dans les universités béninoises : le cas de WhatsApp à l'Université d'Abomey-Calavi (UAC)*. Thèse de doctorat. France : Université de Bordeaux-Montaigne.

Froment Baptiste & Bakis Henry, 2005, « Migrations, télécommunications et lien social : de nouveaux rapports aux territoires ? L'exemple de la communauté réunionnais », *Annales de Géographie*, n°645, 564-574.

George Éric, 2003, « Internet au service de la démocratie ? », In Gaëtan Tremblay & Armand Mattelart, (dirs.), *2001 bogues : globalisme et pluralisme. Tome IV : Communication, démocratie et globalisation*, 122-135. Québec : Presses de l'Université Laval.

Huang Ping, 2013, « Participation citoyenne et lutte contre la corruption », *Netcom*, 27-3/4, 331-350.

Jodelet Denise, 1997, *Les représentations sociales* (5e édition), Paris, Presse Universitaire de France.

Matthijs Gardenier & Monie Aymeric, 2018, « De l'utilisation de Facebook à des fins de mobilisation par le groupe Sauvons Calais », *Communication* [Online], vol. 35/1 | 2018, Online since 26 February 2018, consulté le 18 décembre 2021. URL:

<http://journals.openedition.org/communication/7660>;
<https://doi.org/10.4000/communication.7660>

DOI:

Méon Pierre-Guillaume & Khalid Sekkat, 2005, « Does corruption grease or sand the wheels of growth ? », *Public Choice* 122 (1-2), 69-97.

[Mountasser Tilila](#), [Ouzid Aouatif](#) & [Ouzid Maryam](#), 2020, « Les réseaux sociaux au cœur des pratiques citoyennes : La gouvernance participative d'un groupe et d'une page Facebook dédiés à la ville d'Agadir », *Rimec* [en ligne], 05 | 2020, mis en ligne le 07 juillet 2020, consulté le 23 décembre 2022. URL: <http://revue-rimec.org/les-reseaux-sociaux-au-coeur-des-pratiques-citoyennes-la-gouvernance-participative-dun-groupe-et-dune-page-facebook-dedies-a-la-ville-dagadir>.

Peirce Charles, 1978, *Écrits sur le signe*, rassemblés, traduits et commentés par Gérard Deledalle, Paris, Seuil.

Proulx Serge, 2013, « La puissance d'agir des citoyens à l'ère numérique : cyberactivisme et nouvelles formes d'expression politique en ligne », In Sihem Najjar (dir.), *Le cyberactivisme au Maghreb et dans le monde arabe*, 29-40.

Reinert Max, 1987, « Un logiciel d'analyse lexicale (ALCESTE) » *Cahiers Analyse des données*, 4 : 471-484.

Roy Normand & Garon Roseline, 2013, « Étude comparative des logiciels d'aide à l'analyse de données qualitatives : de l'approche automatique à l'approche manuelle », *Recherches qualitatives* – Vol. 32(1), 154-180.

Van Leeckwyck Robin, 2017, « La communication des mouvements sociaux : alliance D19-20 et tout autre chose », in *Courrier hebdomadaire du CRISP* : 5-50

Sénécal Michel, 1999, « La part réduite de l'appropriation collective : vers un déficit démocratique de l'espace médiatique ? », in Serge Proulx et André Vitalis, A. (dirs.), *Vers une citoyenneté simulée. Médias, réseaux et mondialisation*, Rennes, Apogée.

Vacaflor Nayra & Amri Mahdi, 2012, « L'Internet comme expression d'une volonté citoyenne dans les pays du Sud : l'exemple de la dénonciation de la corruption policière sur YouTube », in *Les technologies numériques comme miroir de la société*, 1-21.

LES « AUTRES QUI COMPTENT », UN PRINCIPE TRADITIONNEL MALGACHE DE L'OPINION PUBLIQUE. VERS UNE NOUVELLE ORGANISATION SOCIO-POLITIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Samoelson RABOTOVAO,
Faculté des Lettres et Sciences Humaines,
Université d'Antananarivo Madagascar,
rabsamoel@yahoo.fr

Résumé

Le principe traditionnel malgache de l'opinion publique à travers les « autres qui comptent » se nourrit d'un triple savoir autochtone : la relation familiale, la relation d'échange et la relation de confiance. C'est un principe de l'opinion publique, de la communication interpersonnelle et interculturelle de penser à l'autre pour en faire un « autre qui compte » vraiment. La problématique centrale de la présente recherche est la fragilité du savoir-gouverner traditionnel malgache devant l'intégration des savoirs-gouverner modernes. Avec la présente recherche, nous pensons sensibiliser sur l'idéologie du retour aux sources, qui assigne au peuple la tâche de redécouvrir son identité originelle ou son « authenticité » et proposer une organisation socio-politique qui résulte du lien entre les savoirs autochtones et les savoirs modernes, le tout dans le cadre de la « mondialisation », pour aider Madagascar à réduire l'instabilité socio-politique et la pauvreté. Ainsi, il est fortement conseillé de rapprocher le concept de l'organisation socio-politique de celui de famille dont les membres deviennent des *havana*, parents, ou « autres qui comptent » traités sans discrimination. Pour étayer cette hypothèse, la recherche documentaire est la première démarche méthodologique choisie pour recueillir des données, ensuite la descente sur terrain pour effectuer l'observation et l'interview, et enfin, l'interprétation des données faisant appel entre autres à la méthode des échelles dans le cadre de la communication interculturelle.

Mots clés : opinion publique, famille, développement, communication interculturelle

Abstract

The « others who matter », the traditional Malagasy principle of public opinion. Towards a new socio-political organization of development.

The traditional Malagasy principle of public opinion through « the others who matter » fosters a triple indigenous knowledge: the family relationship, the exchange relationship and the mutual trust. It is a principle of public opinion of interpersonal and intercultural communication to think about the other to make them an « other who really matters ». The central problem of this present research is the fragility of the traditional Malagasy know-how to govern face to the integration of modern know-how to govern. With the present research, we think to raise awareness on the ideology of the return to the roots, which assigns to the people the task of rediscovering their original identity or their « authenticity » and proposing a socio-political organization that results from the link between indigenous knowledge and modern knowledge, all within the framework of « globalization » to help Madagascar reduce socio-political instability and poverty. Thus, it is strongly recommended to bring the concept of the socio-political organization of that of the family whose members become relatives, parents, or « the others who matter » treated without discrimination. To support this hypothesis, documentary research is the first methodological approach chosen to collect data, then the fieldwork to carry out observation and interview, and finally, the interpretation of data using inter alia to the method of scales as part of intercultural communication.

Keywords: public opinion, family, development, intercultural communication

Introduction

Le système politique traditionnel malgache représente une forme autochtone de pouvoir fondée sur la sagesse inspirée du *Fihavanana*, solidarité généralisée ancrée dans le principe des « autres qui comptent » qui sert des relations humaines avec l'obligation de vivre en cohésion dans la bonne entente et de se protéger. C'est un principe de l'opinion publique, de la communication analogique, interpersonnelle et interculturelle, penser à l'autre pour en faire un « autre qui compte » vraiment. De nos jours, les savoirs traditionnels malgaches sont en voie de dévalorisation et de disparition. La solidarité traditionnelle issue des « autres qui comptent » ne fonctionne plus dans le système politique actuel. Elle est remplacée par l'individualisme dont les plus emblématiques sont le clientélisme, le favoritisme et la partialité, source de corruption. Alors, quelle organisation socio-politique doit être appliquée pour parvenir à une société stable et vivre en paix ? Comment associer les savoirs autochtones et les savoirs modernes à Madagascar ? Quels sont les apports des savoirs traditionnels au développement de Madagascar ? Ainsi, il est fortement conseillé de rapprocher le concept de l'organisation socio-politique de celui de famille dont les membres deviennent des *havana*, parents, ou « autres qui comptent » traités sans discrimination, une nouvelle organisation socio-politique pour aider Madagascar à réduire l'instabilité socio-politique et la pauvreté en vue d'un développement durable. Ainsi, il ne faudra jamais minimiser ni perdre de vue l'harmonie universelle, l'harmonie familiale, l'harmonie sociale dans le cadre de la négociation interculturelle. Le passé, le présent et le futur doivent et peuvent être appréhendés en même temps dans le cadre d'une étude mettant en avant la malgachéité sans minimiser l'ouverture vers l'universel. Les objectifs sont de favoriser le rapprochement des individus et des groupes au sein de la société ; de développer la compréhension mutuelle entre eux et leurs capacités de communication par l'augmentation de la faculté d'adaptation en situations multiculturelles ; de prévenir et de résoudre le conflit socio-culturel. C'est l'impossibilité de séparer la vie et la communication. Alors, la présente recherche touche deux domaines de l'anthropologie : d'une part, l'anthropologie politique axée sur les dynamiques sociales dans le cadre de la communication interpersonnelle et interculturelle, et d'autre part, l'anthropologie du développement dont le but est la recherche-action au service de la société. « *Une anthropologie appliquée au développement, fait référence à une anthropologie directement engagée dans l'application, fournissant une expertise directement utilisable, et surtout efficace* » (L. Atlani-Duault, 2009, p. 19).

1. Matériels et Méthodes

1.1. Anthropologie et les relations humaines

L'anthropologie accepte deux définitions complémentaires : science de l'espèce humaine, être vivant ; et science de l'homme, être social. L'anthropologie en tant que science qui étudie l'homme, être social ne s'intéresse pas à l'individu en tant que tel, mais à l'individu en tant que membre d'un groupe humain⁸. Mais il est évident qu'en parlant de groupe et d'être social -deux concepts liés entre eux- l'on ne peut éviter de parler des relations entre individus et groupes, des relations humaines. Dans cette optique, l'anthropologie signifie « science, expertise en relations humaines ». Elle devient « anthropologie sociale » s'intéressant aux savoirs et aux savoir-faire en matière sociale, toujours parties intégrantes du patrimoine. En malgache, le terme anthropologie peut se traduire par *haiolona*⁹, c'est une « expertise en relations humaines, donc en communication ». Pour le concept de *haiolona*, la langue malgache dispose déjà de deux expressions voisines mais différentes au niveau de contenu : « *mahay olona* », expert en

⁸ ou ethnos en grec

⁹ hai « science »+ olona « homme »

relation avec les autres, et « mifankahay », deux personnes ou deux groupes en bons termes car se connaissant bien.

L'ethnographie, une étude descriptive, tout en soulignant les caractéristiques distinctives, est ainsi la première étape obligatoire de toute étude anthropologique. Ensuite, l'ethnologie du groupe, ou à une étude approfondie des relations entre les diverses instances et les divers secteurs de sa culture pour en dégager des logiques internes à travers notamment des structures sous-jacentes. Au moyen de l'ethnologie, le chercheur peut comprendre les comportements et surtout les relations entre les individus dans le groupe étudié. Et enfin, l'anthropologie, mobilisant des données collectées auprès de plusieurs groupes à travers le monde grâce à l'utilisation de la méthode comparative (LAP2T, 2010, p. 7). Alors, les matériels et corpus utilisés dans la présente recherche sont essentiellement des données documentaires, à partir du patrimoine malgache sur le principe traditionnel de l'opinion publique, vers la transformation sociale observable à travers les relations humaines entre individus et entre groupes, c'est-à-dire vers l'interculturalité, puis vers la transculturalité ou la mondialisation qui suppose des visions ou des échelles combinant le local, le régional, et le global (l'humanité entière). Ces données sont appuyées par des données obtenues directement sur terrain lors des observations et des interviews dans plusieurs régions de Madagascar¹⁰. La méthodologie la plus indiquée est donc la méthode des échelles d'observation, bien connue en sciences sociales. Il s'agit d'une méthode qui appréhende l'objet étudié sous ses différentes facettes et à différents niveaux ou à différentes échelles. C'est une méthode totalisante, faisant intervenir plusieurs points de vue pour approcher la réalité. « *Les bornes sont elles-mêmes mobiles. Elles se déplacent au gré des nouvelles observations (...). C'est la mobilité du regard qui permet de savoir que la dimension invisible sous un certain angle ou suivant une certaine focale est visible si l'on change de dispositif d'observation* » (D. Desjeux, 2004, pp. 92, 95).

1.2. Anthropologie et communication interculturelle

L'espèce humaine, objet d'étude de l'anthropologie, est un être vivant doté d'un corps et d'un esprit. Ainsi, l'anthropologie culturelle a pour étude l'esprit et l'ensemble de ses produits appelé : culture. En tant qu'outil et faculté de création d'objets matériels et immatériels, l'esprit génère des savoirs, sources de savoir-faire et de savoir-être parmi lesquels on retrouve : la langue, la société, la politique, le comportement, la communication, les représentations et les conduites, etc. L'anthropologie est donc une discipline dont la raison d'être est l'étude du savoir produit par l'esprit et de ses deux modalités : le savoir-faire et le savoir-être qui relèvent de la relation de l'homme avec son environnement naturel et social. Ces savoirs rapprochent l'anthropologie des sciences de l'information et de la communication.

La culture est également le contexte de la communication. Selon Ø. Dahl (2006, p. 32), « *La communication interculturelle fait référence au processus d'interaction symbolique impliquant des individus ou des groupes possédant des différences culturelles de perception et de comportement qui affectent l'attribution du sens (par les partenaires de la communication)* ». La communication interculturelle est également un champ pluridisciplinaire : la sociologie, la psychologie, la philosophie, la linguistique, l'anthropologie etc. Mais la communication interculturelle et

¹⁰ Avec notre Département (Mention) Anthropologie de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines et le Laboratoire d'Anthropologie – Patrimoine – Transformations sociales – Transculturalité (LAP2T), Université d'Antananarivo-Madagascar, nous avons déjà effectué des descentes sur terrain dans plusieurs régions à Madagascar, à savoir Alaotra-Mangoro, Haute Matsiatra, Analamanga, Androy, Boeny, Diana, Menabe, Vakinankaratra, Vatovavy, etc. pour la réalisation de recherches en anthropologie dans le cadre de la culture malgache, du système socio-économique, du patrimoine, de l'écologie, etc.

l'anthropologie ont des liens privilégiés pour les raisons ci-après : au niveau de son objet, l'anthropologue étudie une culture différente de la sienne, en précisant que la plus petite différence peut être pertinente ; au niveau de sa méthode, l'anthropologie met obligatoirement en rapport au moins deux cultures¹¹; au niveau de sa technique de recherche, l'anthropologue doit être effectivement habilité à être un communicateur interculturel puisqu'il doit réussir son intégration dans le groupe qu'il étudie. Autrement dit, les relations interculturelles font partie de la discipline anthropologique. La présente recherche étudie, d'une part, la relation entre Malgaches, des Malgaches dans un même groupe, des Malgaches appartenant à des groupes différents¹², et d'autre part, la relation Malgaches/étrangers, donc de communication en situations multiculturelles grâce à la comparaison objective des cultures et des formes d'organisation des sociétés.

2. Résultats

Dans la vie humaine, la relation avec autrui est incontournable. M. Argyle (1972, p. 227) a affirmé que « *les relations avec autrui constituent la partie la plus importante de la vie humaine* », avant d'ajouter que « *la plupart des caractéristiques essentiellement humaines ne peuvent être manifestées par une personne isolée* ». Ainsi, dans le cadre de la communication interpersonnelle et interculturelle, le principe traditionnel malgache de l'opinion publique à travers les « autres qui comptent » se nourrit de triple relation : la relation familiale, la relation d'échange et la relation de confiance.

2.1. La relation familiale

L'analyse de la vie en société montre que la culture malgache est essentiellement une culture à contact, une relation familiale centrée sur le *fihavanana* ou gestion des « autres qui comptent » pour l'individu. Le *fihavanana*¹³ désigne l'ensemble des relations entre des personnes qui se considèrent comme *havana*, parents, à un titre ou à un autre. Au début, le *mpihavana* est reconnu comme étant « unis par les liens de consanguinité » et sur la descendance par rapport à un ancêtre commun. Mais au fil du temps, il désigne les familles ou les lignages différents qui se trouvent réunis dans un même endroit, dans la société. Un *havana* est devenu la personne avec qui l'individu partage le même « territoire » ou « espace » et avec qui il entretient des rapports affectifs et sociaux privilégiés. *Havana* est à rapprocher de *kambana* qui signifie « ensemble, jumeaux ». C'est donc une personne qui lui est spatialement et psychologiquement proche et qui compte pour lui avec l'obligation de vivre en cohésion et en cohabitation harmonieuse dans la bonne entente, de s'épauler, de s'entraider et de se protéger. P. Ottino (1963, p. 68) a affirmé que « *les communautés interethniques sont le produit d'une véritable révolution qui a son tour entraîne le passage d'un type de société fermée fondée le plus souvent sur des liens d'origine ou de sang, à une société ouverte : groupement de localité et de voisinage* ».

A ce propos, un proverbe du Nord-Est malgache, en assimilant l'homme au feu, a tout-à-fait raison. L'homme est, dit-il, comme le feu : il est potentiellement un parent et un ennemi à la fois. Pourquoi ? - Parce qu'il est capable du meilleur comme du pire : « *Ny olombelono : fahavalo havana karaha môtôro* », si vous savez vous y prendre avec le feu, il vous servira et vous comblera de biens; dans le cas contraire, il vous brûlera vous et tous vos biens. Alors, si vous savez entrer en relation et instaurer de bonnes relations avec votre congénère, il sera pour vous un ami, un parent dans le cas contraire, il sera pour vous un ennemi, qui ne jure que pour votre perte. Il s'agit donc d'une véritable expertise technique en relations humaines, dont le principe fondamental est d'éviter toute espèce de dommage ou toute atteinte à l'intégrité morale, psychique, et physique de l'autre.

¹¹ en les comparant

¹² groupes ethniques, groupes politiques, groupes sociaux, etc.

¹³ un substantif dérivé du radical *havana*

En termes de collaboration mutuelle, les hommes sont la vraie richesse, « *ny olona no harena* », et le proverbe « *sitrany raraky aomby tany rara-dongo* », vaut mieux être pauvre en zébus que pauvre en longo, parents ou ami. Cette strophe d'une chanson traditionnelle « *horija* » betsileo (Centre-Sud de Madagascar) en est aussi une illustration :

«*Ny manana aomby manan-kena ;
Ny manan-tanimbary manam-potaka ;
Ny manam-bola manan-taratasy ;
Ny manana olo ro manan-kavana* ».

Soit en traduction libre:

« Celui qui possède des bœufs n'a que de la viande;
Celui qui possède des rizières n'a que de la boue;
Celui qui possède de l'argent n'a que du papier;
Seul celui qui a des hommes de son côté a des *havana*, des parents, des gens sur qui compter ».

2.2. La relation d'échange

La relation d'échange est la suite logique de la relation familiale. Les décisions concernant la vie communautaire sont prises par le « *Fivoriam-pokonolona* », réunion de la population, une sorte d'Assemblée Générale. Lors de la réunion, chacun a droit à une prise de parole, chacun peut exposer son opinion, ses idées selon les principes de « *ny hevity ny maro mahataka-davitra* », plus on est nombreux à échanger, et plus on voit loin, « *izay tsy mahay sobiky, mahay fatam-bary* », c'est-à-dire, chacun ou chaque groupe a sa propre personnalité avec sa propre expérience. Il y a toujours des échanges des idées, des discussions sous la direction de l'Aîné. Cet échange parvient toujours à un « *marimaritra iraisana* », un consensus matérialisé par le *Dinam-pokonolona*, convention de la population. Toutes les populations sont sur le même pied d'égalité à travers l'Assemblée Générale et sont garantes de la décision prise. La décision n'est pas une convention imposée ni par un individu ni par l'abus de pouvoir, ni par les gouvernants, c'est une idée issue de la discussion entre tous les membres pendant la réunion. C'est la libre circulation de l'information, base de la démocratie autochtone traditionnelle. Il n'y a pas de partialité pour prévenir les conflits et crises sociaux. Un auteur malgache J. Rabetafika (1904, pp.166-169) a parlé de la stratégie malgache traditionnelle pour assurer la bonne entente entre la population pendant une réunion de discussion : « *Aza manao tsinontsinona ny hevity ny hafa na mandratra ny fon'ny namanao* », ne méprisez pas l'opinion de l'autre ou ne blessez pas le cœur de votre voisin. Alors, la consultation des uns et des autres et la véritable discussion sont exigées afin de trouver le consensus.

A titre d'exemple, chez le Tsimihety-Betsimisaraka (Nord-Est de Madagascar) où il y avait l'Etat Manjakamarosaina, Etat des multiples pavillons ou *Fanjakan'ny Valoambitelo*, Etat, Royaume des trente-huit clans, rien ne se décide sans passer par la réunion ou le conseil des *Andriambaloambitelo*, les trente-huit nobles ou trente-huit chefs (M. Bira, 1953). C'est une société à pouvoir collégial organisée en plusieurs chefs superposés, dirigé par le Chef suprême appelé Rona qui était à la fois chef politique et chef religieux. Ainsi, les opinions publiques ou les opinions de toute la population sont à considérer grâce à leurs représentants, leurs chefs, lors de la réunion des *Andriambaloambitelo*. C'est un moyen autochtone traditionnel très efficace pour savoir les opinions publiques.

Le savoir-gouverner et le principe des « autres qui comptent » doivent être couronnés au plan humain par une spiritualité conforme au « *Ny hery tsy mahaleo ny fanahy* », la force cède devant l'esprit, revivifiant le sens de la dignité humaine et de la tolérance, le sens civique et relationnel et au « *Tsongoy fon-tena, tsongoy fon'olona* », il est conseiller

de se juger soi-même avant de juger les autres. Un *ombiasy*, chef politique traditionnel et à la fois chef religieux, pris en exemple par Rainandriamampandry (1972 [1896] : 13-22) a parlé d'un rite de passage, de la transmission de pouvoir vers la génération suivante : « *Voalohany indrindra (...) Aza manjaka amin'ny nofo ihany itsy izy, fa indrindra manjakà amin'ny fanahy* », c'est-à-dire, premièrement, ne règne pas uniquement par ta force et ton pouvoir, mais règne plus particulièrement par le *fanahy*, une faculté de s'inquiéter, de se soucier des autres. Alors, le chef politique n'osait pas abuser de son pouvoir, il devrait écouter les opinions des autres.

2.3. La relation de confiance

La relation de confiance est le fruit de la relation familiale et de la relation d'échange. Dans la société traditionnelle malgache, la confiance entre les membres de la société ou entre les gouvernants et les gouvernés joue un rôle prépondérant selon le principe de « *Mpirahalahy mianala, izaho tokiny, izy tokiko* », c'est-à-dire, deux hommes pénétrant dans une forêt : je suis son assurance comme il est la mienne. Selon T. Hora (1959, pp. 236-242) : « Pour se comprendre soi-même, on a besoin d'être compris par l'autre. Pour être compris par l'autre, on a besoin de comprendre l'autre ». C'est une relation familiale entre ray aman-dreny, parents et subordonnés, le *zanaka*, enfant. Il s'agit d'une culture fondée sur la hiérarchie et qui recherche et organise le contact et la proximité physique des individus et des groupes. Il faut être respectueux du grand âge, des vieux, des autorités traditionnelles, du niveau supérieur que la population pour parvenir à une véritable collaboration.

Afin de prévenir les conflits au sein de la société et de bien respecter le *Dinam-pokonolona*, l'accord ou la convention de la population est marqué par un serment coutumier utilisant ou non un objet tant matériel qu'immatériel devant le public et surtout devant les forces surnaturelles (Dieu, ancêtres). A. R. Rajaona (1980, p. 145) a affirmé que « *le Dina est un accord ou une convention passée entre eux par les membres de la population, à l'occasion duquel ceux-ci font un serment coutumier tel qu'un Velirano ou un Orimbato, matérialisant le Contrat* ». Le *Velirano* est un vœu, un serment fait par les membres de la population pour bien respecter parfaitement le *Dinam-pokonolona*. L'*Orimbato*, littéralement pierre dressée, est le fait de lever une pierre pour symboliser matériellement le contrat. Ce sont des rites très pratiqués dans la société traditionnelle malgache. Pour la population traditionnelle Betsileo (Centre-sud de Madagascar), il y avait le *Tafotona*, pierre sacrée qui désigne l'alliance et le contrat de cohabitation entre les membres de la population. J. Rainihifina (1959, p.66) a affirmé : « *Eo afovoan'ny kianja izay heverina ho foiben-tanàna dia misy « Tafotona » izay vato miorina sy zavatra nambolena ao ambonin'ny fanafody voalevina ka iheverana azy ho toerana masina* », c'est-à-dire, au centre du village, il y a le *tafotona*, pierre sacrée dressée au-dessus du talisman protecteur. A Ambatomanga (Centre-Est de Madagascar), il y avait le « *dina nifanaovana* », pacte et engagement mutuel qui désigne la convention entre toute la population pour maintenir la paix. Comme rite, il a placé au bord de la rivière un petit agneau orphelin pour y être tué avec une lance et éventré. Après, la population a prononcé son serment que cela arrive également à tous ceux qui oseraient transgresser le pacte mutuel. Alors personne ne peut oser transgresser le pacte. Cela entraîne la paix, la cohabitation harmonieuse et surtout le respect mutuel.

3. Discussion

3.1. La communication interculturelle et l'effet de la mondialisation

Au fil du temps, la société malgache a connu la segmentation sociale, la division en segments d'un système social ou la société. Il s'agit des segments qui hiérarchisent les membres de la population en tant que relativement supérieur et inférieur les uns aux autres à travers la division en castes et la division en classes sociales. Le Pasteur

Andriamifidy (1922, pp. 49-51) a parlé dans son article intitulé : *Ny ady firazanana* [Les compétitions entre castes] la séparation en matière de caste : « *Hevero fa tsy mba ny samy hafa foko sy ny samy hafa fianakaviana ihany no niady, fa ny iray foko sy ny iray fianakaviana (...) dia mifampitsipaka koa ho ambany sy ambony* », c'est-à-dire, le conflit de caste, de niveau supérieur et de niveau inférieur, est également au cœur du même clan et de la même famille de début de l'époque monarchique qui dirigent des formations étatiques de plus grande envergure et dotées des éléments les rapprochant de l'Etat moderne. La population était divisée en trois castes hiérarchiques : au sommet, le premier rang, la caste royale *andriana* « nobles », auprès de laquelle se recrute le *mpanjaka*, Roi ou Reine ; au milieu, la caste *hova* ou *vohitra* « roturiers », le deuxième rang qui soutient l'administration royale, et à la base, la caste des *andevo* « esclaves », le troisième et dernier rang. Le principe des « autres qui comptent » de l'opinion publique a été en voie de disparition progressivement à cause de l'intégration sans cesse des nouveaux savoirs et surtout des savoirs modernes. La division des classes sociales renforce la séparation en matière de caste avec l'enrichissement de certains membres de la population.

Depuis la colonisation, Madagascar, la grande île, est un lieu victime d'un affrontement permanent entre le traditionnel et la modernité, un facteur de changement, un choc culturel inhérent à la conquête non seulement française mais aussi des pays étrangers dans le cadre de la mondialisation, à la suite de laquelle une domination culturelle. Il a eu un complexe de problèmes, la distance culturelle entre individus ou groupes. Cette distance est un facteur d'incompréhension mutuelle qui se traduit en actes, en mots et en comportements incongrus et prend le nom d'analphabétisme culturel, une source de malaise, pouvant se transformer en conflit, voire en antagonisme annonciateur d'une crise ouverte. Le phénomène de l'analphabétisme culturel entraîne l'ignorance volontaire ou non des spécificités d'un groupe dont on ne fait pas partie; ignorance volontaire ou non des manières, des codes, des règles propres à ce groupe. P. Sterne et al (2010, p. 4) a affirmé qu'

« il s'adresse aussi à chacun d'entre nous car le quotidien ne peut pas se dérouler sans conflit avec autrui, dans tous les domaines de ce que Michel Fustier appelle la « bulle » (famille, les amis, les collègues, les relations hiérarchiques, le lieu de travail, l'argent, les biens, le banquier, les commerçants... mais aussi les échanges intellectuels, la morale, le système de valeurs, les idées...). (...) les relations sont indispensables, elles sont de plus en plus diverses et ma « bulle » ne ressemble pas à la « bulle » du voisin. Les bulles s'affrontent où se jouent pré carré, pouvoir et où chacun a envie de marquer son territoire pour (...) empêcher les autres d'y venir ».

Madagascar a été fragilisé face à la domination culturelle des pays étrangers, plus particulièrement les pays développés. Certaines cultures malgaches ont été ignorées devant les exigences et le renforcement des cultures étrangères dans le cadre de la communication interculturelle. Cette nouvelle logique favorise donc l'individualisme, le capitalisme, et surtout la corruption contre le principe de *fihavanana* et les « autres qui comptent ».

3.2. Système familial, système étatique et développement

Il est, en effet, admis que l'homme est la source et la finalité de tout développement. Mais ce développement peut reposer également sur la « sagesse » des ancêtres tout en gardant l'essentiel du patrimoine traditionnel malgache. Ainsi, le croisement entre les systèmes de gouvernance traditionnels et les systèmes de gouvernance moderne est indispensable. Il questionne alors la famille comme support

d'une gouvernance moderne améliorée. Pour arriver à la stabilité socio-politique, il est ainsi possible de reprendre certains principes des « autres qui comptent » de la société traditionnelle, une sorte de patrimoine autochtone malgache. Premièrement, la relation familiale privilégiée de la culture malgache, une culture à contact centrée sur le *fihavanana* ou la gestion des autres qui comptent et une expertise en relations humaines. Les gouvernants et les gouvernés sont considérés comme membre d'une famille qui s'aime, se collaborent et surtout se protègent loin de la partialité, de l'égoïsme, du favoritisme, de la corruption car il faut éviter toute espèce de dommage et de conflit contre les autres. Le *ray aman-dreny*, parent, et le *zanaka*, enfant désignent respectivement les gouvernants et le subordonné, le peuple. Le *ray aman-dreny* consulte le *zanaka*, et vice-versa le *zanaka* écoute le *ray aman-dreny*. Alors, la négociation entre les gouvernants et les gouvernés est pertinente. Le *ray aman-dreny* est le « *Sojabe mikaroka izay hahavanona sy hahatsara ny zanaka aman-taiza* » (P. Tongasolo, 1985: 212-213), c'est-à-dire le *Sojabe*, le *ray aman-dreny*, le chef politique pense toujours à l'avenir des générations futures. En cas de litige, il prend la place de médiateur selon le proverbe malgache « *Tany misy olobe tsy miady zaza* », ou, en traduction large, « là où il y a un *Olobe*, un *ray aman-dreny* le conflit n'a pas de place ». Deuxièmement, la relation d'échange mutuel pour parvenir à un consensus car chacun a le droit d'exposer son opinion dans le cadre d'une véritable démocratie, de participer aux activités de développement de la société. Ainsi, il n'y a pas d'abus de pouvoir pour prévenir les crises socio-politiques. Troisièmement, la relation de confiance entre toute la population et surtout entre les gouvernants et les gouvernés. Comme le serment coutumier dans le *Velirano* et l'*Orim-bato* de la société traditionnelle, tout le monde est sous la loi.

Mais la communication interculturelle ou transculturelle dans la mondialisation est incontournable. Une bonne communication facilite le fonctionnement de la société, alors qu'une mauvaise communication est, pour elle, une source de blocage. Ø. Dahl (2021, p. 258) a ajouté que « *Par compétence interculturelle, nous entendons la faculté de communiquer de manière adéquate et appropriée avec des individus de cultures différentes dans une situation donnée* ». Il faut donc favoriser la relation des Malgaches et le rapprochement des Malgaches avec les populations des pays étrangers sans oublier de privilégier la négociation culturelle pour éviter les conflits de valeurs. « *Négocier, c'est une obligation pour tous. La négociation est au cœur de chaque instant de notre vie, car la relation à l'autre est constante avec son lot d'accords, de désaccords, de conflits (...) La fixation des règles (droit juridique, droit social...) essaye d'organiser la relation, mais sans doute heureusement pour le tissu social, elles ne résolvent pas tout* » (P. Sterne et al, 2010, p. 4). L'objectif est donc la connaissance de soi-même, l'amélioration de l'appréciation et de la compréhension de la diversité culturelle, la capacité de s'adapter aux cultures étrangères sans minimiser ou ignorer l'essentiel de la culture malgache, donc de communication multiculturelle. Un homme malgache ouvert aux autres cultures est bénéficiaire dans le processus de la mondialisation. Alors, « *tout le monde avait besoin de ne pas perdre la face (...) Autrement dit, il fallait un compromis qui aménage, pour chacun, une « porte de sortie » acceptable* » (J. A. Malarewicz, 2016, p. 165).

Conclusion

En guise de conclusion, le principe des « autres qui comptent » est parmi les savoirs autochtones appliqués partout à Madagascar. Il contient la tradition et la culture malgache et surtout l'organisation sociale et politique. S'il est valorisé, en tant que patrimoine national, il peut servir à une institution de résistance contre les incursions négatives culturelles, idéologiques, socio-politiques venant de l'extérieur. C'est de cette manière que le *fihavanana*, une sorte de solidarité généralisée devient le garant de la cohésion sociale, donc de la survie de la population. Mais, en ce moment, suite à la

dynamique sociale et la relation internationale, la communication interculturelle de la mondialisation, il est en train de disparaître à cause des logiques différentes et de conflit de valeurs entre la tradition et la modernité. L'harmonie forgée par une bonne communication, de la négociation culturelle est parmi les facteurs indispensables, clef du succès et du profit de la société malgache. Alors, la mise en place de l'organisation socio-politique plus proche du système familial, fruit du patrimoine autochtone traditionnel malgache est pertinente pour assurer la bonne entente entre la population et le développement durable à Madagascar.

Références bibliographiques

Andriamifidy, 1922, Ny ady firazanana, *Ny Mpanolo-tsaina* n° 74, pp. 49-53.

Argyle M., 1972, *La psychologie des relations interpersonnelles*, Québec : Editions Paulines.

Atlani-Duault L., 2009, *Au bonheur des autres. Anthropologie de l'aide humanitaire*, Paris : Armand Colin.

Bira M., 1953, *Jao Mpanazary tsimihety*, Antananarivo: Imprimerie Imarivolanitra

Dahl Ø., 2006, *Signes et significations à Madagascar. Des cas de communication interculturelle*, Paris : Présence Africaine.

Dahl Ø, 2021, *Communication interculturelle, Une introduction*, Berne : Peter Lang

Desjeux D., 2004, *Les sciences sociales*. Paris : PUF.

Hora T., 1959, « tao, Zen and existential psychotherapy », in *Psychologia* n°2, pp. 236-242.

LAP2T, 2010, *Ensemble pour l'étude du comportement humain : l'Anthropologie, l'Éthologie et la Neurobiologie*. Antananarivo, Trano Printy FJKM.

Malarewicz J. A., 2016, *Gérer les conflits au travail. Développez la médiation face aux risques psychosociaux*, France : Pearson.

Ottino P., 1963, *Les économies paysannes malgaches du Bas-Mangoky*. Paris : Edition Berger-Levrault.

Rabetafika J., 1904, « Aza manao tsinontsinona ny hevitra ny hafa na mandratra ny fon'ny namanao », *Ny Mpanolo-tsaina*, n° 3, pp. 165-170.

Rainandriamampandry, 1972 [1896], *Tantara sy Fomban-drazana*, Antananarivo: Madagascar Print et Press Company.

Rainihifina J., 1959, *Fomba Betsileo*, Fianarantsoa: Imprimerie catholique.

Rajaona A. R., 1980, « Le dinam-pokonolona, mythe, mystique ou mystification ? », *Annuaire des pays de l'Océan Indien*, Marseille : Editions du CNRS.

Sterne P. et Mouton J., 2010, *La boîte à outils de la négociation*, Paris : Dunod